

République du Sénégal

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
DU PLAN ET DE LA COOPÉRATION

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA PLANIFICATION ET DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES

DIRECTION DE LA PRÉVISION ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES



NOTE DE CONJONCTURE

La note de conjoncture est publiée au plus tard 45 jours après la fin du trimestre.
Elle est disponible sur le site de la DPEE : www.dpee.sn

TROISIÈME TRIMESTRE
2024

Table des matières

I - ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	4
II. ACTIVITE ECONOMIQUE INTERNE	9
II.1. SECTEUR REEL	9
II.1.1. Secteur Primaire	9
II.1.2. Secteur Secondaire	14
II.1.3. Secteur tertiaire	24
II.1.3.1: Le sous-secteur du commerce	25
II.1.3.2: Le sous-secteur des services	26
II.2. EMPLOI ET OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISE	29
II.2.1. Emploi salarié dans le secteur moderne	29
II.2.2. Opinion des chefs d'entreprise	31
II.3. INFLATION ET COMPETITIVITE	34
II.3.1 Inflation	34
II.3.2 Tendances des marchés	37
II.3.3 Compétitivité-Prix	39
II.4. PERCEPTION DE LA CONJONCTURE PAR LES MENAGES	41
II.4.1. Conjoncture économique	41
II.4.2. Conjoncture sociale	41
II.5. COMMERCE EXTERIEUR	43
II.5.1. Exportations des principaux produits	43
II.5.2. Importations des principaux produits	45
II.6 FINANCES PUBLIQUES	47
II.6.1. Ressources budgétaires	47
II.6.2 Dépenses publiques	49
Graphique 29 : Trajectoire des recettes fiscales	49
II.7. FINANCEMENT DE L'ECONOMIE	49
II.7.1 Monnaie et crédit	50
II.7.2. Les titres publics	53
II.7.3. Les systèmes financiers décentralisés (SFD)	54

LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES

Tableau 1 : Evolution de l'indice des cours des matières premières (base 100 = 2000)	8
Tableau 2 : Indice Général d'Activité hors agriculture et sylviculture CVS (base 100 = 2016).....	9
Tableau 3 : Evolution de l'indice du secteur primaire corrigé des variations saisonnières (base 100 = 2016)	10
Tableau 4 : Evolution de l'indice du secteur secondaire CVS (base 100 = 2016)	15
Tableau 5: Evolution de l'indice du secteur tertiaire (base 100 = 2016).....	25
Tableau 6: Indice de l'emploi salarié dans le secteur moderne (base 100=2014).....	29
Tableau 7 : Indice de l'emploi salarié dans le secondaire (base 100 = 2014)	30
Tableau 8: Indice de l'emploi salarié dans le tertiaire (base 100 = 2014)	31
Tableau 9: Indicateur de climat des affaires et de l'emploi.....	31
Tableau 10: Evolution des prix selon l'origine des produits.....	35
Tableau 11: Evolution de l'indice national des prix à la consommation (base 100 = 2008)	36
Tableau 12 : Indicateur synthétique et soldes d'opinion	43
Tableau 13: Exportations en valeur (milliards FCFA)	45
Tableau 14: Importations en valeur (milliards FCFA)	47
Tableau 15: Situation des Institutions de dépôts (en milliards de FCFA).....	52
Tableau 16 : Situation des titres publics émis par l'Etat du Sénégal.....	54
Tableau 17: Sociétariat, encours de crédits et de dépôts des Systèmes Financiers Décentralisés. 57	

Graphique 1 : Evolution de l'indice des cours des matières premières (base 100=2000)	8
Graphique 2 : Evolution des débarquements de la pêche (en tonnes).....	11
Graphique 3 : Evolution de la production contrôlée de viande (en tonnes).....	12
Graphique 4 : Cumul pluviométrique au 30/09/2024 par zone	14
Graphique 5 : Réalisations rizicoles (61 391 ha) par rapport aux prévisions (113 100 ha) pour 2024-2025 dans la VFS	14
Graphique 6: production d'acide phosphorique et d'engrais (en tonnes).....	21
Graphique 7: Evolution de la production de ciment corrigée des variations saisonnières (en 1000 tonnes).....	22
Graphique 8: Evolution de l'indice des activités du secteur tertiaire	24
Graphique 9: Evolution de l'activité dans le commerce.....	26
Graphique 10: Evolution de l'activité dans les services	28
Graphique 11 : Opinion des chefs d'entreprise dans l'industrie	32
Graphique 12 : Principales contraintes à l'activité dans l'industrie.....	32
Graphique 13 : Opinion des chefs d'entreprise dans les BTP	33
Graphique 14 : Principales contraintes à l'activité dans les BTP	33
Graphique 15 : Opinion des chefs d'entreprise dans les services.....	33
Graphique 16 : Principales contraintes à l'activité dans les services	33
Graphique 17 : Opinion des chefs d'entreprise dans le commerce.....	34
Graphique 18 : Principales contraintes à l'activité dans le commerce	34
Graphique 19 : Evolution de l'indice des prix à la consommation base 100 en 2008	35
Graphique 20 : Evolution des prix moyens de l'oignon (en FCFA)	37
Graphique 21 : Evolution des prix (en FCFA) moyens des céréales locales.....	38
Graphique 22 : Evolution des prix (en FCFA) moyens du riz brisé 100%.....	38
Graphique 23 : Les dépenses de consommation des ménages	41
Graphique 24 : Evolution de l'indice de confiance des ménages	42

Graphique 25 : Evolution principale des lignes de recettes	49
Graphique 26 : Evolution de la masse monétaire en glissement annuel	50
Graphique 27 : Evolution des actifs extérieurs nets en glissement annuel	51
Graphique 28 : Evolution des créances sur les autres secteurs, en glissement annuel	52
Graphique 29: Sociétariat des SFD (Membres / Clients).....	55
Graphique 30 : Encours des crédits–encours des dépôts.....	56
Graphique 31 : Evolution des créances en souffrance	56

I - ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

Ralentissement de l'économie mondiale

L'éventualité d'une accélération de la croissance en 2024 se dissipe davantage à moins d'un trimestre de la fin de l'exercice 2024. Le dynamisme modéré de l'économie mondiale se poursuit, reflétant principalement le ralentissement de l'activité dans le secteur manufacturier. Pour sa part, la production dans les services a perdu de sa vigueur dans le courant de l'année, même si elle a fait preuve de résilience. Les tensions sur les prix persistent bien que l'inflation continue de diminuer, de même que le niveau élevé des coûts du crédit, malgré les baisses des taux directeurs des grandes banques centrales. Au total, ces éléments, conjugués aux facteurs politiques et géopolitiques, notamment les enjeux économiques de l'élection présidentielle américaine, la crise au Moyen-Orient et la guerre russo-ukrainienne, ont porté un coup à la croissance économique en 2024. En conséquence, le Fonds monétaire international (Fmi), dans ses dernières projections, s'attend de nouveau à ce que l'économie mondiale ralentisse à 3,2% en 2024, après une croissance de 3,3% en 2023. Dans les pays avancés, les projections macroéconomiques portées à 1,8% ont été améliorées de 0,1 point de pourcentage (pp), par rapport aux projections de juillet, dépassant ainsi la croissance de 1,7% enregistrée en 2023. Au sein des pays émergents et en développement, l'hypothèse de croissance à 4,2% en 2024 demeure inchangée. Cependant, elle révèle un amoindrissement par rapport à la croissance de 4,4% en 2023.

Aux Etats-Unis, l'économie continue de faire preuve de résistance, mais devrait croître à un rythme moins soutenu cette année. En effet, suite à la révision à la baisse de 0,2 pp des prévisions de croissance pour 2024, l'estimation actuelle du PIB américain est ressortie à 2,8% après une hausse de 2,9% en 2023. L'activité économique a été quelque peu refroidie par les tensions sur le marché du travail depuis le début de l'année. Au troisième trimestre 2024, la croissance américaine a ralenti, avec une progression annuelle de 2,8%, après 3,0% au deuxième trimestre, portée essentiellement par la consommation, les dépenses publiques et les exportations. L'augmentation des importations a aussi pesé sur la croissance du troisième trimestre.

Après un bon début en 2024, l'économie de la zone euro a perdu progressivement de son embellie au fur et à mesure que l'année avance. Suite à la dernière révision à la baisse de 0,1 pp de sa performance, la zone euro devrait finir l'année en cours par une faible croissance de 0,8%,

après celle de 2023 (+0,4%). Les difficultés persistantes dans le secteur industriel, particulièrement en Allemagne, et l'affaiblissement de la consommation intérieure ont pesé sur la reprise. Par ailleurs, des disparités importantes existent entre les principales économies de l'union monétaire européenne. L'Allemagne devrait connaître une croissance nulle après la récession de 2023 (-0,3%) alors que l'économie espagnole enregistrerait encore une progression remarquable de 2,9%, après 2,7% en 2023. Quant à la France, sa croissance est attendue à 1,1% en 2024 comme en 2023. Concernant la croissance du PIB de la zone euro, au troisième trimestre 2024, elle est ressortie à 0,9% en rythme annuel, contre 0,6% au deuxième trimestre. Au Japon, les dernières estimations présagent à nouveau un ralentissement de la croissance en 2024. En effet, la croissance est attendue à 0,3%, soit respectivement 0,4 pp et 1,4 pp de moins par rapport aux estimations de juillet dernier et à la croissance de 2023. En fait, ce sont essentiellement les perturbations de la production automobile, les catastrophes naturelles et les pressions inflationnistes qui ont entamé l'activité économique nipponne. Au troisième trimestre, cette dernière n'a crû que de 0,9%, seulement sur un an.

En Chine, les perspectives de croissance se sont détériorées. Revue à la baisse de 0,2 pp, la croissance économique en 2024 devrait ralentir et se chiffrer à 4,8% contre 5,2% en 2023. Les difficultés dans le marché du logement demeurent un frein important à la demande domestique, malgré les mesures prises pour soutenir le secteur de l'immobilier. Sur le front des exportations, les barrières tarifaires appliquées aux biens chinois ont aussi affaibli l'activité. Au troisième trimestre, le PIB chinois a enregistré une croissance de 4,6%, sur un an, après 4,7% au deuxième trimestre.

A l'instar de la Chine, l'activité ralentirait en Inde, avec une croissance anticipée à 7,0% après 8,2% en 2023. Au Brésil, la croissance s'accélérait légèrement, passant de 2,9% en 2023 à 3,0% en 2024. Pour ce qui est de l'économie russe, sa croissance annuelle devrait se maintenir à 3,6%.

En Afrique subsaharienne, les anticipations économiques pour l'année en cours se sont dégradées. Le taux de croissance régionale anticipé s'élève désormais à 3,6%, soit au même niveau qu'en 2023. Au sein de la zone, l'activité devrait s'accélérer en Afrique du Sud, à 1,1% après 0,7% en 2023 tandis que l'économie nigériane enregistrerait à nouveau une progression de 2,9% en 2024.

Assouplissement des politiques monétaires

Au plan financier, la Réserve fédérale (Fed) et la Banque centrale européenne (BCE) ont engagé le cycle d'assouplissement monétaire, motivé principalement par le

processus de désinflation et le ralentissement des tensions sur le marché du travail. Ainsi, après une hausse effrénée de ses taux d'intérêt depuis mars 2022 pour juguler l'inflation, la Fed a amorcé sa phase de détente monétaire en septembre 2024, avec un abaissement de 50 points de base (pb) de la fourchette de son principal taux directeur. A l'issue de sa dernière réunion de politique monétaire, la Banque centrale américaine a effectué une nouvelle baisse d'un quart de point (0,25%) des taux qui, depuis, s'établissent entre 4,75% et 5,00%.

Dans le même sillage, la BCE a réduit pour la troisième fois consécutive ses principaux taux d'intérêt. Ainsi, ceux des opérations principales de refinancement, de facilité de dépôt et de facilité de prêt marginal s'établissent respectivement à 3,40%, 3,25% et 3,65%. Les banques centrales du Royaume-Uni (BoE) et du Canada (BoC) ont également baissé leurs taux directeurs respectifs ; ces derniers sont passés dans le même ordre de 5,25% à 4,75% et de 5,00% à 3,75%. Contrairement à ses homologues des principales économies avancées, la Banque du Japon (BoJ) a poursuivi son resserrement monétaire après l'arrêt de sa politique des taux d'intérêt négatifs à la fin du premier trimestre 2024. Au début du troisième trimestre, la BoJ a relevé de 0,15 point de pourcentage, soit à 0,25% son principal taux directeur.

En Chine, la Banque centrale (PBC) continue d'assouplir sa politique monétaire pour soutenir l'activité économique. Ainsi, son taux préférentiel pour les prêts à un an et celui pour les prêts à cinq ans s'établissent respectivement à 3,1% et 3,6% contre 3,35% et 3,85% précédemment. Pour les autres grands marchés émergents, la tendance est au durcissement des conditions monétaires. Les taux d'intérêt des banques centrales de l'Inde, du Brésil et de la Russie ont atteint respectivement 6,5%, 11,25% et 21,00% après 6,25%, 10,75 et 19,00%.

Dépréciation du dollar par rapport à l'euro troisième trimestre

Au troisième trimestre 2024, le marché des changes est marqué par l'affaiblissement du dollar par rapport aux monnaies des principales économies avancées. Le changement de cap de la Fed en matière de politique monétaire et le ralentissement de l'économie américaine ont pesé sur le billet vert. En variation trimestrielle, le dollar s'est déprécié vis-à-vis de l'euro (-2,0%), du yen (-4,3%) et de la livre sterling (-2,9%). Sur les trois premiers trimestres de 2024, le dollar a aussi subi des pertes par rapport à l'euro (-0,3%) et à la livre sterling (-2,6%), mais s'est fortement renchéri de 9,5% relativement au yen.

En comparaison aux devises des principaux pays émergents, au troisième trimestre 2024, le dollar s'est renchéri vis-à-vis du réal brésilien (+6,4%) et de la roupie indienne (+0,4%).

Cependant, il a reculé de 1,1% face au yuan chinois. En moyenne sur les neuf premiers mois de 2024, le dollar s'est apprécié face au réal (+4,6%), au yen (+2,3%) et à la roupie (+1,3%).

Baisse de l'inflation

Au troisième trimestre 2024, le ralentissement de l'inflation s'est poursuivi dans les pays avancés. En effet, au cours de cette période, l'inflation annuelle des économies de l'OCDE, mesurée par l'indice des prix à la consommation (IPC), est ressortie à 4,8% après 5,7% au deuxième trimestre. Cette modération reflète à la fois le recul des prix des produits les plus volatils, notamment l'énergie (+0,1% après +1,5%) et l'alimentation (+3,9% après +4,7%), mais aussi de l'inflation sous-jacente (+5,2% après +6,1%). Au sein de l'OCDE, l'inflation annuelle, a ralenti en zone euro (+2,2% après +2,5%) et aux Etats-Unis (+2,6% après +3,2%), tandis qu'elle s'est légèrement accentuée au Japon (+2,8% après +2,7%).

En dehors de l'OCDE, le niveau des prix à la consommation s'est relevé au Brésil (+4,4% après +3,9%) et en Chine (+0,5% après +0,2%). Par contre, il a reculé en Inde de 2,9% après 3,8% au deuxième trimestre.

Diminution des prix des matières premières

Sur le marché des matières premières, les cours se sont repliés, malgré l'intensification des tensions au Moyen Orient et le conflit russo-ukrainien. Cette situation résulterait, en grande partie, du ralentissement de la demande mondiale, particulièrement celle de la Chine. En variation trimestrielle, les cours des matières premières ont reculé de 3,8%, sous l'effet de la baisse des prix des produits énergétiques (-3,8%) et non-énergétiques (-3,8%). S'agissant, du repli des prix des matières premières énergétiques, il est dû principalement au cours du pétrole (-6,7%). Concernant les produits non énergétiques, le recul des cours est occasionné par la baisse des prix des produits agricoles (-3,0%) et des métaux et minerais (-6,5%). En comparaison au neuf premiers mois de 2023, le cours des matières premières s'est contracté de 2,2%, résultant principalement de la baisse des prix des produits énergétiques de base (-7,1%). Les matières premières non énergétiques, pour leur part, se sont renchériées de 0,4% sur la période.

S'agissant des cours des produits alimentaires, en particulier, ils ont affiché un repli trimestriel de 2,9% au troisième trimestre 2024. Cette baisse est à la faveur des cours des « huiles et farines » (-1,4%), des céréales (-6,4%) et des autres produits alimentaires (-1,6%). En cumul sur les neuf premiers mois de 2024, les cours des produits alimentaires ont fortement baissé de 8,5%, tirés par les prix des céréales (-16,3%) et des « huiles et farines » (-12,3%).

Tableau 1 : Evolution de l'indice des cours des matières premières (base 100 = 2000)

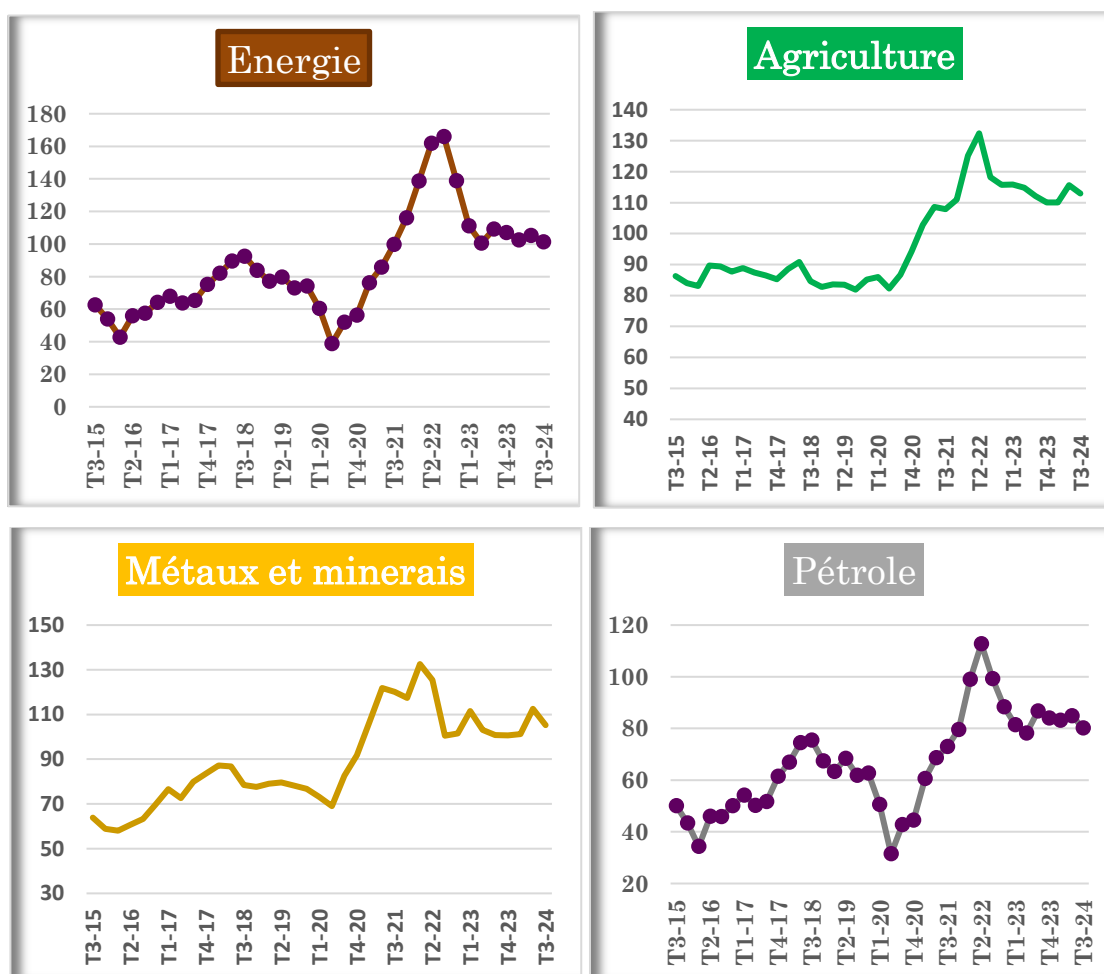
Indice Global MP	2023	2024		Variations (%)		
	T3. (1)	T2. (2)	T3. (3)	Trim. (3)/(2)	Gliss. (3)/(1)	Cumul 9 mois
Agriculture	109,8	116,4	113,0	-3,0%	2,9%	2,1%
Boissons	107,5	187,3	176,7	-5,7%	64,4%	59,5%
Produits alimentaires	123,4	116,6	113,3	-2,9%	-8,2%	-8,5%
huiles alimentaires et farines	117,2	106,2	104,7	-1,4%	-10,6%	-12,3%
céréales	128,0	116,3	108,8	-6,4%	-15,0%	-16,3%
Autres produits alimentaires	127,2	130,7	128,6	-1,6%	1,1%	4,2%
Produits non alimentaires	78,0	79,9	79,8	-0,1%	2,3%	4,4%

Source : FAO - calculs DPEE

Baisse des cours du Brent, en rythme trimestriel

Sur le marché du pétrole, le prix du baril de Brent a fléchi au troisième trimestre 2024. Sur cette période, il s'est établi, en moyenne, à 80,2 dollars, reculant ainsi de 5,6% par rapport au trimestre précédent. En comparaison aux trois premiers trimestres de 2023, le baril du Brent s'est renchéri de 0,7% sur la même période en 2024.

Graphique 1 : Evolution de l'indice des cours des matières premières (base 100=2000)



Source : Banque mondiale

II. ACTIVITE ECONOMIQUE INTERNE

II.1. SECTEUR REEL

L'activité économique interne hors agriculture et sylviculture, mesurée par l'Indice Général de l'Activité (IGA), s'est renforcée de 5,5% au troisième trimestre 2024, en variation trimestrielle. Sur un an, des croissances respectives de 3,7% et 2,8% de l'activité sont relevées, au troisième trimestre et en cumul sur les neuf premiers mois de 2024.

Au plan interne, l'activité économique hors agriculture et sylviculture s'est accrue de 5,5% en variation trimestrielle, au troisième trimestre 2024, grâce à la bonne tenue des secteurs secondaire (+4,0%) et tertiaire (+7,1%), et des taxes sur biens et services (+6,2%). Pour sa part, le secteur primaire est ressorti en baisse de 2,0%, sur la période.

Sur un an, une progression de 3,7% de l'activité économique est notée au troisième trimestre de l'année 2024, à la faveur du primaire (+7,0%), du secondaire (+5,1%), du tertiaire (+1,8%), et des taxes sur biens et services (+6,9%). En cumul sur les neuf premiers mois de 2024, l'activité économique s'est également confortée de 2,8%, à la faveur du primaire (+4,3%), du tertiaire (+4,3%) et des taxes sur biens et services (+3,7%). L'activité du secteur secondaire est, quant à elle, ressortie en légère baisse de 0,3% sur la période sous revue.

Tableau 2 : Indice Général d'Activité hors agriculture et sylviculture CVS (base 100 = 2016)

SECTEURS	Poids 2021	2023	2024		Variations		
		T3 (1)	T2 (2)	T3 (3)	Trim. (3)/(2)	Gliss. (3)/(1)	Cumul 06 mois
Secteur Primaire	6,0%	106,3	116,0	113,7	-2,0%	7,0%	4,3%
Secteur Secondaire	27,9%	135,5	137,0	142,4	4,0%	5,1%	-0,3%
Secteur Tertiaire	55,9%	117,1	111,2	119,1	7,1%	1,8%	4,3%
Taxes sur biens et services	10,3%	150,1	151,0	160,4	6,2%	6,9%	3,7%
IGA (hors agriculture)	100%	124,9	122,8	129,5	5,5%	3,7%	2,8%

Source : DPÉE

II.1.1. SECTEUR PRIMAIRE¹

L'activité du secteur primaire (hors agriculture et sylviculture), corrigée des variations saisonnières, s'est contractée de 2,0%, au troisième trimestre 2024, en variation trimestrielle. Ce repli est lié aussi bien à la mauvaise tenue du sous-secteur de la pêche (-9,3%) qu'à celui de l'élevage (-0,2%).

Sur une base annuelle, le secteur primaire, hors agriculture et sylviculture, s'est consolidé de 7,0%, à la faveur des performances de l'élevage (+6,1%) et de la pêche (+10,6%).

¹ Primaire hors agriculture et sylviculture

Globalement, sur les neuf premiers mois de 2024, l'activité du primaire a progressé de 4,3%, en liaison, à la fois, avec l'élevage (+4,2%) et la pêche (+4,9%).

Tableau 3 : Evolution de l'indice du secteur primaire corrigé des variations saisonnières (base 100 = 2016)

SECTEUR PRIMAIRE	Poids 2022	2023	2024		Variations		
		T3 (1)	T2 (2)	T3 (3)	Trim. (3)/(2)	Gliss. (3)/(1)	Cumul 9 mois
Primaire (hors agriculture & sylviculture)	6,0%	106,3	116,0	113,7	-2,0%	7,0%	4,3%
Elevage	4,7%	109,3	116,2	116,0	-0,2%	6,1%	4,2%
Pêche	1,2%	94,6	115,3	104,6	-9,3%	10,6%	4,9%

Source : DPEE

Baisse des débarquements au troisième trimestre 2024, en variation trimestrielle

En rythme trimestriel, l'activité de pêche s'est contractée de 9,3%, au troisième trimestre 2024, sous l'effet du recul de sa composante artisanale (-17,6%). Pour sa part, la pêche industrielle s'est confortée de 8,4% sur la période.

Concernant la pêche artisanale, les débarquements ont diminué de 17,6%, en rythme trimestriel, en liaison avec les mauvaises performances des captures dans les régions de Thiès (-31,0%), de Saint Louis (-27,5%), de Fatick (-50,6%) et de Louga (-687,1%). A Thiès, la baisse des captures est, principalement, liées aux intempéries observées durant la période hivernale. Pour ce qui est de Saint-Louis, le recul débarquements est consécutive au retrait de l'upwelling durant l'hivernage, conduisant à une baisse de la productivité et du rendement des pirogues. S'agissant de Fatick, la disparition des bancs de petits poissons pélagiques, notamment les sardinelles (yaboyes) et les chinchards (diayes), ont été à l'origine du fléchissement des débarquements. En effet, du fait de la baisse progressive du taux de salinité de l'eau, occasionnée par les eaux pluviales, ces espèces continuent de migrer vers le bassin compris entre la Mauritanie et le Maroc. Concernant la région de Louga, la contreperformance relevée est imputable à la baisse de l'effort de pêche entre la fête de la Tabaski et le Maouloud, où l'activité des pêcheurs a fortement ralenti.

Pour ce qui est de la pêche industrielle, une progression de 8,4%, en rythme trimestriel, est notée au troisième trimestre de l'année.

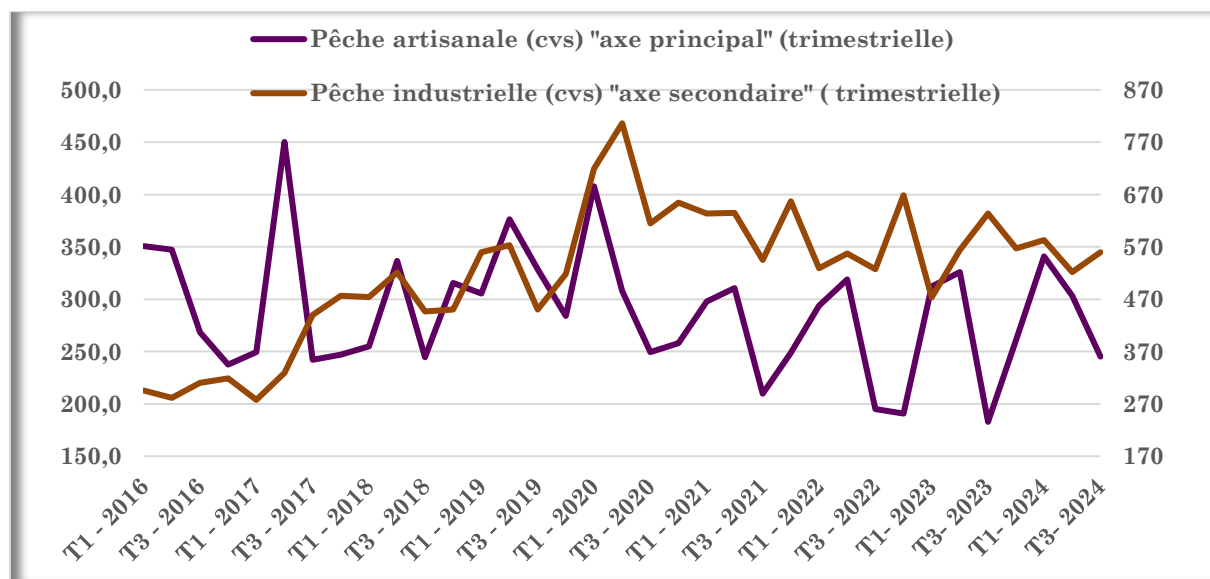
Au total, la baisse de l'offre s'est traduite par une hausse de 15,3% du prix du poisson frais sur la période.

Sur un an, l'activité de pêche s'est confortée de 10,6%, au troisième trimestre 2024, dans le sillage de sa composante artisanale (+24,3%). Par ailleurs, la pêche industrielle s'est contractée de 6,3% sur cette période.

Concernant la hausse des débarquements de la pêche artisanale, elle traduit les bons résultats enregistrés dans les régions de Dakar (+15,6%), Thiès (+57,3%), Ziguinchor (+37,0%) et Fatick (+7,2%). Au niveau de Dakar, la bonne tenue de l'activité de pêche est imputée à l'augmentation de l'effort de pêche ainsi qu'à la meilleure préparation de la campagne de pêche. A Thiès, la performance est liée à la présence prolongée du banc de poissons dans la zone. Dans la région de Fatick, la progression relevée est le fruit d'une augmentation de l'effort de pêche, suite à une subvention nationale des moteurs hors bords.

S'agissant de la composante industrielle, il est noté une baisse de 6,3% en glissement annuel. Sur les neuf premiers mois de 2024, la consolidation de 4,9% du sous-secteur est portée aussi bien par la pêche artisanale (+7,0%) qu'industrielle (+1,1%). Pour sa part, le bon résultat de la pêche artisanale est expliqué par les débarquements dans les régions de Saint-Louis (+25,4%) et de Thiès (+20,8%), sur cette période.

Graphique 2 : Evolution des débarquements de la pêche (en tonnes)



Sources : DPM, PAD, DPEE

Baisse de l'activité du sous-secteur de l'élevage, en variation trimestrielle

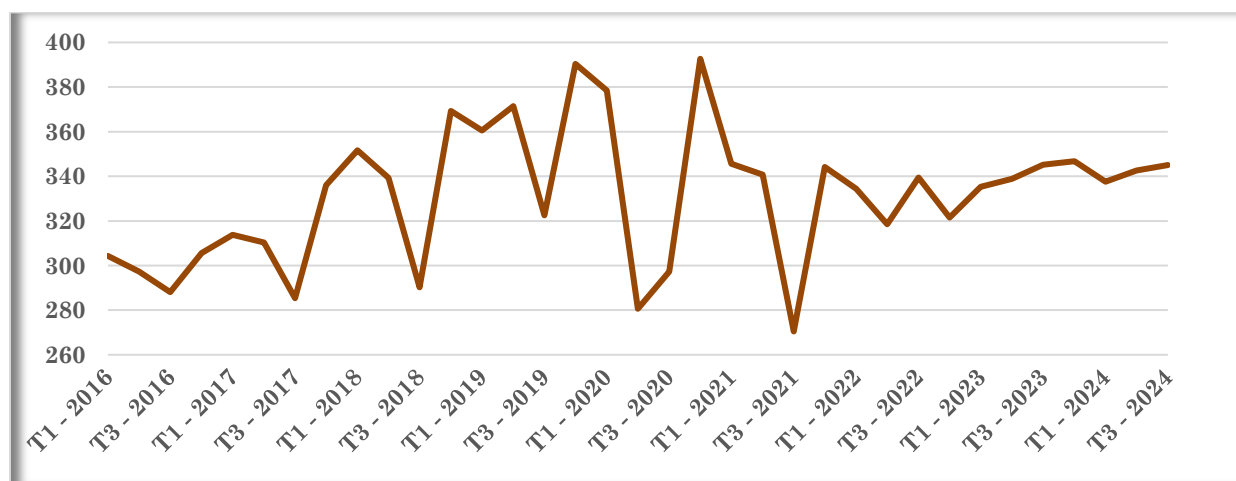
Le sous-secteur de l'élevage, corrigé des variations saisonnières, s'est légèrement replié de 0,2% entre le deuxième et le troisième trimestre 2024, sous l'effet de la contraction des abattages d'ovins (-6,0%) et de caprins (-2,8%). Ces contreperformances relèvent, en partie, de la

période de soudure, caractérisée par la rareté de l'aliment de bétail. Au total, la baisse de l'offre s'est traduite par une hausse de 1,6% du prix de la viande sur la période.

Sur un an, le sous-secteur de l'élevage s'est consolidé de 6,1%, au troisième trimestre 2024, du fait de la hausse des productions de viande bovine (+1,7%), ovine (+15,0%), caprine (+16,7%) et porcine (+1,2%). Cette dernière est liée à l'approvisionnement suffisant du bétail, grâce à l'ouverture des frontières.

En cumul sur les neuf premiers de 2024, le sous-secteur s'est conforté de 4,2%, à la faveur de l'augmentation des abattages de bovins (+2,7%), d'ovins (+2,8%), de caprins (+18,5%) et de camelins (+671,5%). Ces progrès sont consécutifs à la diminution des abattages clandestins des bovins, un bon approvisionnement du marché en bétail et un dépassement du poids moyen des bêtes.

Graphique 3 : Evolution de la production contrôlée de viande (en tonnes)



Source : SOGAS, DPEE

Agriculture

A fin septembre 2024, l'hivernage est marqué par un déficit pluviométrique sur la plupart des zones agro-sylvo-pastorales (centre, est, ouest, nord), en rythme annuel. Au titre de la campagne agricole 2024-2025, les activités restent sur une bonne dynamique, notamment, les cultures de mil, d'arachide et de maïs qui sont essentiellement en phase de maturation et de première récolte pour les premiers semis. Dans la vallée du fleuve Sénégal, un recul des superficies mises en valeur pour la production rizicole a été relevé, à fin septembre 2024, comparé à la même période une année plus tôt.

Une pluviométrie moins abondante dans la plupart des zones en 2024 comparée à 2023

A fin septembre 2024, la situation pluviométrique a été déficitaire, en variation annuelle, dans l'ensemble des zones du pays hormis celle du Sud. En effet, les cumuls saisonniers s'établissent à 3 868,9 mm au Centre, 2 745,5 mm à l'Est, 1 972,2 mm au Nord et 1 220,6 mm à l'Ouest, soit des chutes respectives de 14,1%, 0,3%, 21,4% et 18,8%. Toutefois, un excédent a été relevé dans le Sud, avec des précipitations évaluées à 6 970,7 mm, en hausse de 29,3%.

Par rapport à la normale, des déficits ont été enregistrés, à fin septembre 2024, dans les zones Centre (-6,4%), Est (-5,2%) et Ouest (-6,6%) alors que les cumuls pluviométriques se sont accrus au Nord (+0,6%) et au Sud (+33,2%).

Bonne tenue des cultures de mil, d'arachide et de maïs à fin septembre 2024

A la fin du troisième trimestre 2024, les activités agricoles sont restées sur une bonne dynamique dans les principaux départements de production. Pour le mil, les cultures de la première vague de semis sont au stade de floraison-début phase de maturation à Kaffrine, début de récolte à Kaolack et maturité complète-début de récolte à Fatick. Quant à la deuxième phase de semis, le mil est en début de maturation dans ces régions.

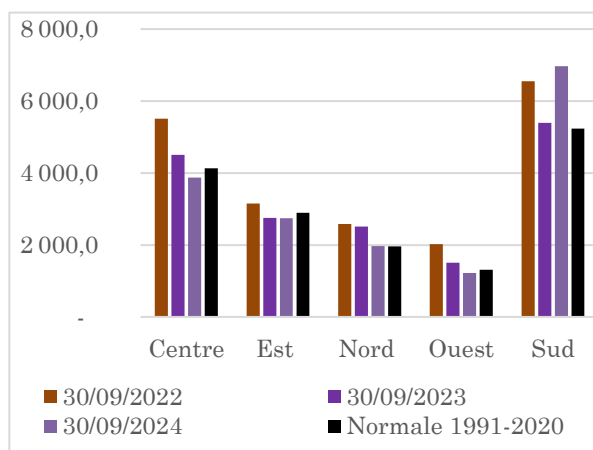
S'agissant de l'arachide, les premières vagues de semis sont au stade de maturation à Fatick et formation-remplissage de gousses et début de maturation à Kaffrine et Kaolack. Pour la deuxième vague, l'arachide est au stade de formation-remplissage de gousses à Fatick et gynophorisation à Kaolack. Pour leur part, les premiers semis de maïs sont en phase de maturité-récolte des épis à Kaffrine et premières récoltes à Kaolack. Par contre, ils sont en grains laiteux-pâteux à Fatick. Pour cette spéculation, les deuxièmes phases de semis sont au stade pâteux à Kaolack.

Campagne rizicole dans la vallée du fleuve Sénégal : recul du niveau de réalisation en 2024-2025 à fin septembre 2024, en rythme annuel

A fin septembre 2024, les superficies rizicoles emblavées durant cette campagne 2024-2025 ont reculé (-10,9%), en comparaison à celles de 2023-2024, en liaison à la contre saison sèche chaude. En effet, les superficies mises en valeur durant la saison sèche chaude 2024 sont estimées à 37 442 hectares, soit une contraction de 30,5% par rapport à la même période en 2023. Cette contreperformance relève, en partie, de

la révision à la baisse du volume de crédit retenu pour financement par La Banque Agricole² (4,952 milliards, -30,9%) qui s’est reflétée sur les superficies (11 243 hectares, -27,3%). Par contre, le niveau de réalisation de la campagne d’hivernage 2024-2025, à fin septembre 2024, s’établit à 23 949 hectares, en hausse de 59,5% par rapport à la même période un an auparavant.

Graphique 4 : Cumul pluviométrique au 30/09/2024 par zone



Source : SAED, GTP, ANACIM

Graphique 5 : Réalisations rizicoles (61 391 ha) par rapport aux prévisions (113 100 ha) pour 2024-2025 dans la VFS



II.1.2. SECTEUR SECONDAIRE

Au troisième trimestre 2024, l’activité du secteur secondaire a crû de 4,0% en rythme trimestriel. Cette performance est soutenue par les activités extractives (+8,8%), la fabrication de produits agro-alimentaires (+3,9%), les autres industries manufacturières (+20,2%), la fabrication de produits chimiques de base (+13,6%), la fabrication de matériels de transport (+27,5%), la « production de la filature, du tissage et de l’ennoblissement textile » (+5,0%) et la « fabrication de papier cartons et d’articles en papier ou carton » (+9,8%). Pour leur part, le « raffinage du pétrole et cokéfaction » (-19,4%), la construction (-2,4%), la « fabrication de ciment et d’autres matériaux de construction » (-7,9%) et la « production et distribution d’électricité et de gaz » (-1,8%) se sont contractés sur la période.

Sur une base annuelle, une progression de 5,1% de l’activité du secteur est notée au troisième trimestre 2024. En cumul sur les neuf premiers mois de 2024, un léger recul de 0,3% a été observé, sous l’effet de la contraction de la fabrication de produits agro-alimentaires (-2,7%),

² LBA/Zone Nord

des activités extractives (-3,0%), de la « production de la filature, du tissage et de l'ennoblissement textile » (-8,1%), du « raffinage du pétrole et cokéfaction » (-6,7%), de la « fabrication de papier cartons et d'articles en papier ou carton » (-14,0%) et de la « fabrication de savons, détergents et produits d'entretien » (-7,2%). Toutefois, ce repli a été atténué par la performance de la « production et distribution d'électricité et de gaz » (+15,3%), de la fabrication de matériels de transport (+50,5%), de la « production et distribution d'eau, assainissement et traitement des déchets » (+7,1%), de la construction (+1,8%), du « travail du caoutchouc et du plastique » (+5,8%) et de la « fabrication de ciment et d'autres matériaux de construction » (+3,0%) sur la période sous revue.

Tableau 4 : Evolution de l'indice du secteur secondaire CVS (base 100 = 2016)

SECTEUR	Pond (2022)	2023			2024			Variations		
		T3 (1)	T2 (2)	T3 (3)	Trim. (3)/(2)	Gliss. (3)/(1)	Cumul sur 9 mois			
SECONDAIRE	27,9%	135,5	137	142	4,0%	5,1%	-0,3%			
Activités extractives	5,8%	147,8	148	161	8,8%	8,6%	-3,0%			
Fabrication de produits agro-alimentaires	7,7%	132,3	131	136	3,9%	2,8%	-2,7%			
Raffinage du pétrole et cokéfaction	0,6%	167	182	147	- 19,4%	-12,1%	-6,7%			
Fabrication de produits chimiques de base	2,1%	85,7	78,1	88,7	13,6%	3,6%	0,0%			
Fabrication de ciment et d'autres matériaux de construction	0,6%	132,8	149	138	-7,9%	3,7%	3,0%			
Production de l'égrenage du coton	0,1%	42,4	45,9	36,6	- 20,2%	-13,6%	9,8%			
Production de la filature, du tissage et de l'ennoblissement textile	2,0%	125,4	110	116	5,0%	-7,9%	-8,1%			
Travail du cuir ; fabrication d'articles de voyage et de chaussures	0,1%	2,5	2,6	2,6	-0,5%	4,4%	-71,4%			
Sciage et rabotage du bois	0,5%	34,9	24,2	25,2	4,4%	-27,8%	-15,3%			
Fabrication de papier cartons et d'articles en papier ou carton	0,4%	111,6	98,1	108	9,8%	-3,5%	-14,0%			
Fabrication de produits pharmaceutiques	0,1%	53,7	60,3	51,1	- 15,3%	-4,9%	-12,4%			
Fabrication de savons, détergents et produits d'entretien	0,3%	113,3	109	103	-5,7%	-9,2%	-7,2%			
Travail du caoutchouc et du plastique	0,4%	104,6	115	121	5,0%	15,7%	5,8%			
Production de métallurgie et de fonderie; fabrication d'ouvrages en métaux	0,8%	53,5	42,9	44,5	3,8%	-16,8%	-9,6%			
Fabrication de matériels de transport	0,3%	132,3	155	198	27,5%	49,6%	50,5%			
Autres industries manufacturières	1,3%	138,5	135	162	20,2%	16,9%	0,4%			
Production et distribution d'électricité et de Gaz	1,6%	176,2	208	205	-1,8%	16,1%	15,3%			
Production et distribution d'eau, assainissement et traitement des déchets	0,9%	145,2	159	154	-3,1%	6,0%	7,1%			
Construction	2,3%	201,4	215	210	-2,4%	4,0%	1,8%			

Source : DPEE

Progression des activités extractives, en rythme trimestriel

L'activité extractive du troisième trimestre 2024 est marquée par une performance de 8,8%, en variation trimestrielle. Ce résultat traduit la forte hausse de la production de zircon (+31,0%) et de phosphate (+28,7%).

Sur un an, la production extractive s'est renforcée de 8,6% au troisième trimestre 2024. En cumul sur les neuf premiers mois de l'année, un repli de 3,0% de la production est notée.

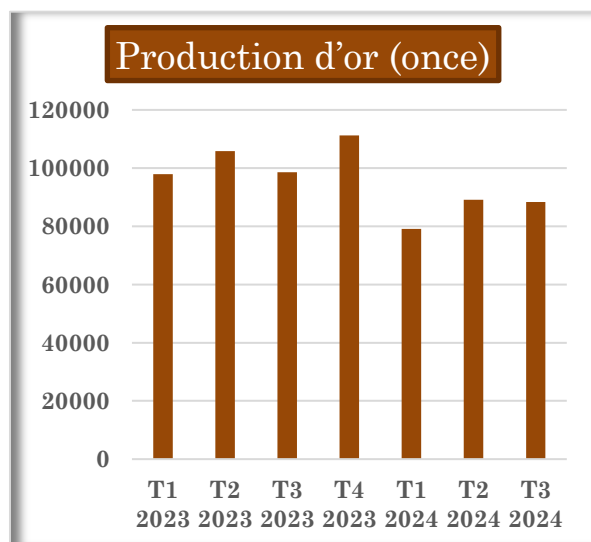
Baisse de la production aurifère au troisième trimestre 2024, en rythme trimestriel

Au troisième trimestre 2024, la production d'or est ressortie à 88 311 onces, en recul de 0,9% par rapport au trimestre précédent. Ce repli est, en partie, expliqué par la faible teneur d'or des fosses exploitées sur la période (-8,9%). Par ailleurs, sur le marché mondial, la

demande d'or a progressé de 23,0%, à la faveur de la forte hausse des achats par les investisseurs (+37,0%). Ainsi, le prix de l'once continue de progresser (+6,0%) pour atteindre un niveau record (2474\$/once) au troisième trimestre 2024, selon le rapport World Gold Council.

Sur un an, la production d'or s'est contractée de 10,4% au troisième trimestre 2024. En cumul sur les trois premiers trimestres de 2024, elle a également diminué de 15,1%, reflétant la baisse de la teneur des fosses exploitées (-10,3%), malgré l'augmentation de la quantité de minerais extraites (+8,6%) sur la période.

Graphique 7: Evolution des productions d'or (en once), et des prix (US\$)



Source : Téranga Gold



Source : London Bullion Market Association (LBMA)

Hausse de la production de phosphate, en rythme trimestriel

Concernant la production de phosphate, elle s'est confortée de 28,7% entre le deuxième et le troisième trimestre 2024, à la faveur de la demande extérieure (+48,2%). En glissement annuel, un repli 2,5% de la

production de phosphate est noté, sous l'effet de la baisse des commandes extérieures (-11,1%). Au total, sur les neuf premiers mois de 2024, la production de phosphate a enregistré une croissance de 2,9% suite à la progression de 17,1% de la demande étrangère.

Hausse de la production de zircon au troisième trimestre

S'agissant de la production de zircon, elle a progressé de 31,0% en rythme trimestriel, du fait d'une meilleure disponibilité des équipements sur le troisième trimestre 2024. Par ailleurs, au niveau international, la demande mondiale de zircon a diminué, sous les effets du ralentissement en Chine du marché de la céramique, principal débouché du zircon. En sus, le prix de la tonne de zircon est passé de 1 915 \$ US au deuxième trimestre 2024 à 1 890 \$ US au troisième trimestre, soit un repli de 1,3%.

Sur un an, la production s'est renforcée de 25,1% au troisième trimestre 2024. Pour ce qui est du cumul sur les neuf premiers mois de 2024, une croissance de 33,0% de la production de zircon a été notée, en liaison avec l'augmentation de la production de sables minéralisés, de la teneur moyenne de la zone exploitée et de la meilleure disponibilité des équipements.

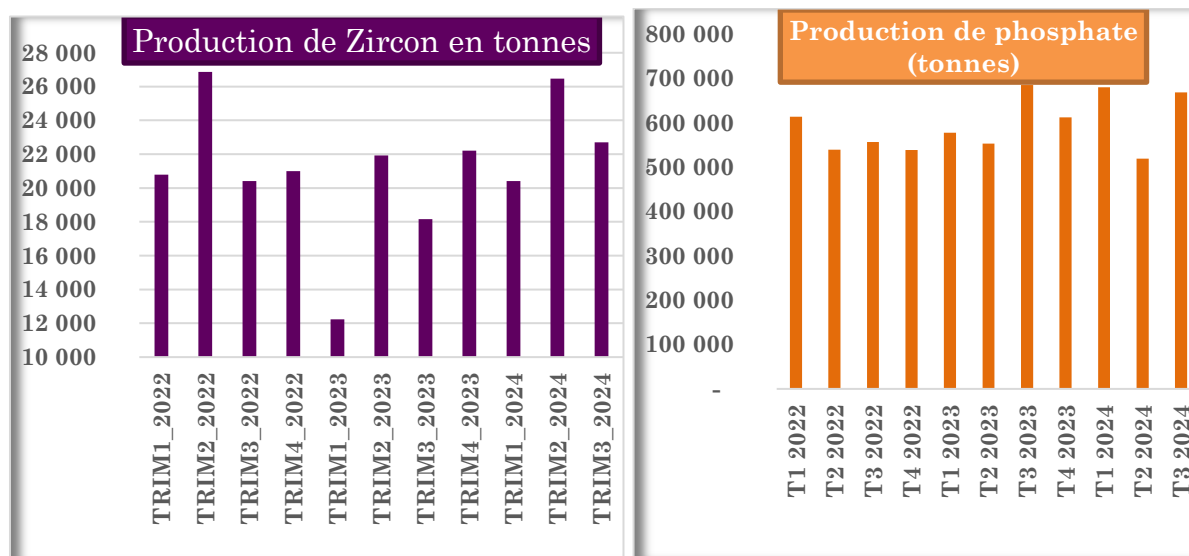
Baisse de la production de l'attapulgite en rythme trimestriel

S'agissant de l'attapulgite, la production établie à 34 287 tonnes au troisième trimestre 2024, est ressortie en baisse de 21,1% en rythme trimestriel, suite au repli de la demande étrangère. Sur une base annuelle, la production d'attapulgite a connu une hausse de 87,9% au troisième trimestre 2024 et un repli de 10,0% en cumul sur les neuf premiers mois de l'année 2024, en lien avec la demande extérieure sur ces périodes.

Baisse de la production de sel au troisième trimestre 2024

Pour ce qui est du sel, la production s'est réduite de 12,8% au troisième trimestre 2024, par rapport au trimestre précédent. Cette situation est imputable à la baisse de la demande aussi bien intérieure (-13,6%) qu'extérieure (-12,6%). Comparée à la même période en 2023, la production de sel s'est rétrécie de 4,5% au troisième trimestre 2024, en liaison avec le recul des ventes extérieures vers la zone UEMOA (-7,7%). De même, sur les neuf premiers mois de l'année 2024, la production de sel a fléchi de 10,7%, consécutivement à la diminution des ventes extérieures dans la sous-région (-12,1%) et des ventes locales (-5,0%).

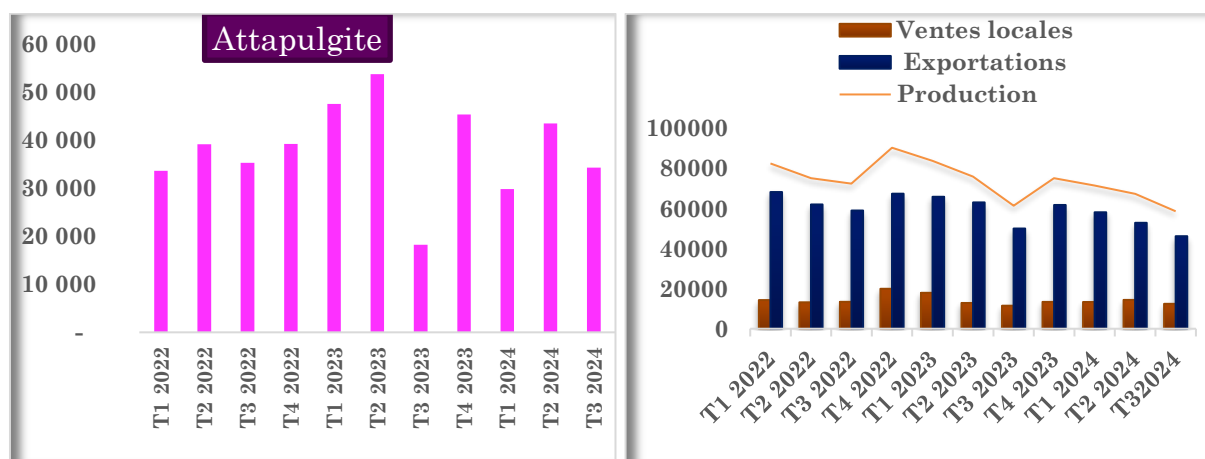
Graphique 8: Evolution des productions en tonnes de zircon et de phosphate



Source : ANSD

Source : Industries Chimiques du Sénégal (ICS), SOMIVA

Graphique 9 : Evolution des productions d'attapulgite et de sel (en tonnes)



Source : Société Sénégalaise des Phosphates de Thiès (SSPT)

Source : Salins du Sine Saloum (SSS)

Baisse de l'activité des corps gras alimentaires au troisième trimestre 2024

En variation trimestrielle, la fabrication de corps gras alimentaires a reculé de 6,4% au troisième trimestre 2024.

Sur un an, une baisse de 23,7% de l'activité de la branche est relevée au troisième trimestre 2024. Parallèlement, les importations d'« huiles et graisses animales et végétales » se sont renforcées de 11,0% sur la période.

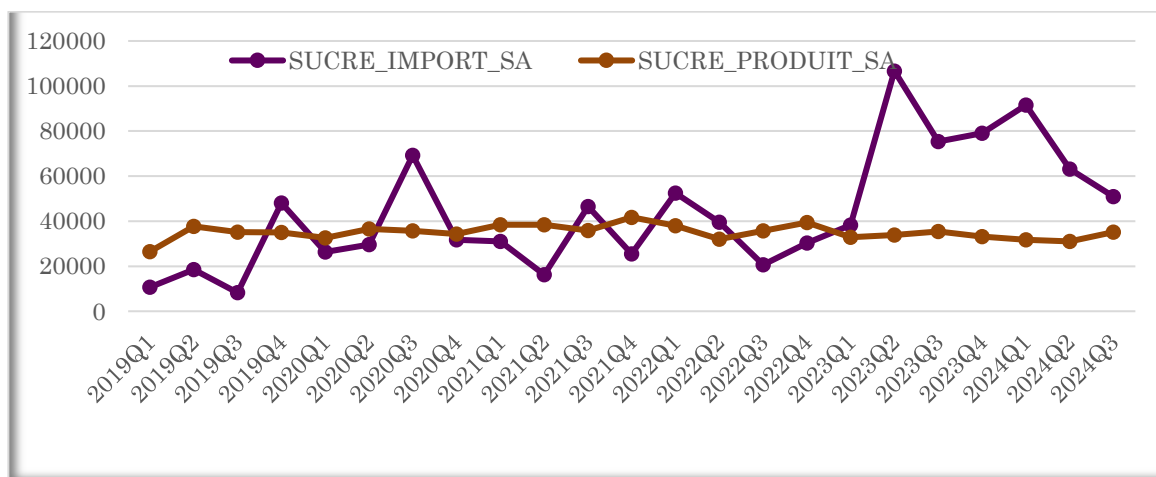
En cumul sur les trois premiers trimestres de 2024, l'activité des corps gras alimentaires a progressé de 3,6%, comparativement à la même période en 2023, suite à l'amélioration de 1,1% du niveau de collecte de graines (25 310 tonnes à fin septembre 2024 contre 25 028 tonnes un an plus tôt).

Baisse de l'activité de fabrication de « sucre, confiserie et chocolaterie », en variation trimestrielle

Au troisième trimestre 2024, la contraction de l'activité de « fabrication de sucre, chocolaterie et confiserie » (-2,8%), en variation trimestrielle, est essentiellement imputable à l'activité de la sous-branche sucrière (-34,5%). En effet, suite à l'arrêt technique, aucune production sucrière n'a été réalisée durant ce trimestre. Par contre, la fabrication de « chocolaterie, confiserie » a progressé de 25,3% sur la période.

Sur un an, une croissance de 6,1% de la production sucrière est notée. En cumul sur les neuf premiers mois de 2024, l'activité de la « fabrication de sucre, chocolaterie et confiserie » s'est repliée de 6,6%, en liaison avec la contraction de la production de sucre (-5,7%) et de la fabrication de « chocolaterie, confiserie » (-3,5%).

Graphique 8 : évolution de la production de sucre (en tonnes)



Bonne performance de l'activité d'« égrenage de coton et fabrication de textile » au troisième trimestre

S'agissant de l'activité d'égrenage de coton et de fabrication de textile, elle s'est consolidée de 4,4%, en variation trimestrielle, à la faveur de la « production de la filature, du tissage et de l'ennoblissement textile » (+5,0%). Toutefois, cette évolution a été atténuée par une baisse de 20,2% de la production de l'égrenage de coton. Sur une base annuelle, l'activité de la branche a reculé de 8,0% au troisième trimestre 2024. Cette contreperformance est imputable aussi bien à la production de l'égrenage de coton (-13,6%) qu'à la « production de la filature, du tissage et de l'ennoblissement textile » (-7,9%).

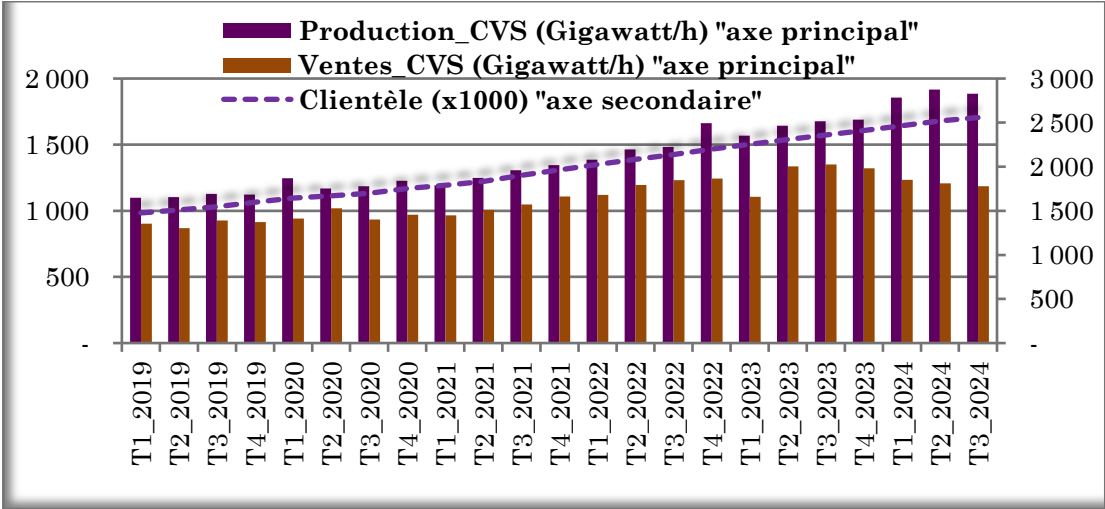
Sur les neuf premiers mois de l'année, l'activité d'égrenage de coton et de fabrication de textile a également diminué de 7,6%, dans le sillage de la « production de la filature, du tissage et de l'ennoblissement textile » (-8,1%). Pour sa part, la production de l'égrenage de coton s'est bonifiée de 9,8% sur la période.

**Baisse de la production
énergétique au troisième
trimestre de 2024**

Au troisième trimestre 2024, l'activité de « production et distribution d'électricité et de gaz », corrigée des variations saisonnières, s'est repliée de 1,8 % en rythme trimestriel.

Sur un an, elle est demeurée dynamique avec une progression de 16,1 % au troisième trimestre 2024. Au total, sur les neuf premiers mois de 2024, l'activité de la branche a progressé de 15,3%, à la faveur de la forte croissance des ventes d'électricité, notamment sur les tranches basse et moyenne tensions. En effet, sur cette période, les consommations en basse tension ont connu un progrès de 11,3 %, soutenu par une augmentation de la clientèle (+8,4%, soit 197 597 nouveaux clients) sur cette période. Concernant la tranche moyenne tension, la hausse de 12,3%, sur cette période, est attribuée à un élargissement de la base des adhérents (+4,7%, soit 165 nouveaux clients). Par ailleurs, les exportations ont remarquablement crû (+119,5 %), grâce, en grande partie, aux ventes en « haute tension » à destination de la République de Guinée, depuis le mois de mai 2024. Pour sa part, la production a affiché une progression de 16,6 %, sur la période sous revue, soutenue par l'apport d'énergie de 12 mégawatts fourni par la centrale solaire MINERSOL située dans le port minéralier de Bargny.

Graphique 9: Evolution de la production et des ventes d'électricité (en Gigawatt/h)



Source : SENELEC

Baisse de l'activité du raffinage de pétrole au troisième trimestre 2024

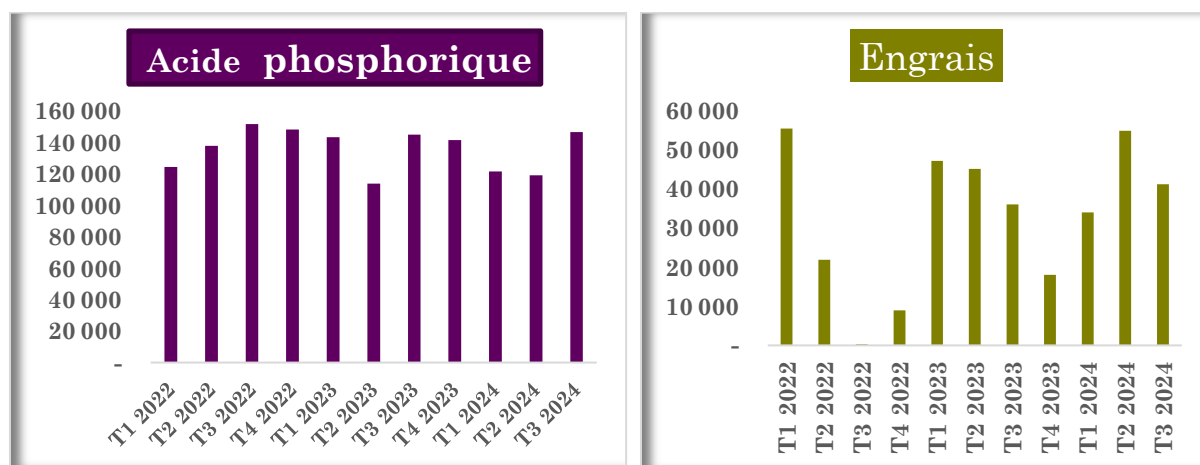
Au troisième trimestre 2024, l'activité de raffinage s'est contractée de 19,4%, en variation trimestrielle. Sur un an, un recul de 12,1% de l'activité de la branche est notée. Au total, sur les neuf premiers mois de 2024, l'activité de raffinage a affiché une contraction de 6,7%, en liaison avec la demande. Par ailleurs, cette contre-performance a été corroborée par le recul des importations de pétrole brut de 22,6% sur la période.

Hausse de la production chimique de base, en variation trimestrielle

Au troisième trimestre 2024, l'activité de « fabrication de produits chimiques de base » s'est consolidée de 13,6%, à la faveur de l'accroissement de la production d'acide phosphorique (+23,0%).

En glissement annuel, la fabrication de produits chimiques de base a augmenté de 3,6% au troisième trimestre 2024, en liaison avec la progression de la production d'engrais (+14,5%) et d'acide phosphorique (+1,1%). En cumul sur les neuf premiers mois de 2024, l'évolution de la branche est restée stable.

Graphique 6: production d'acide phosphorique et d'engrais (en tonnes)



Source : ICS

Source : ICS

Hausse de l'activité des cimenteries au troisième trimestre 2024

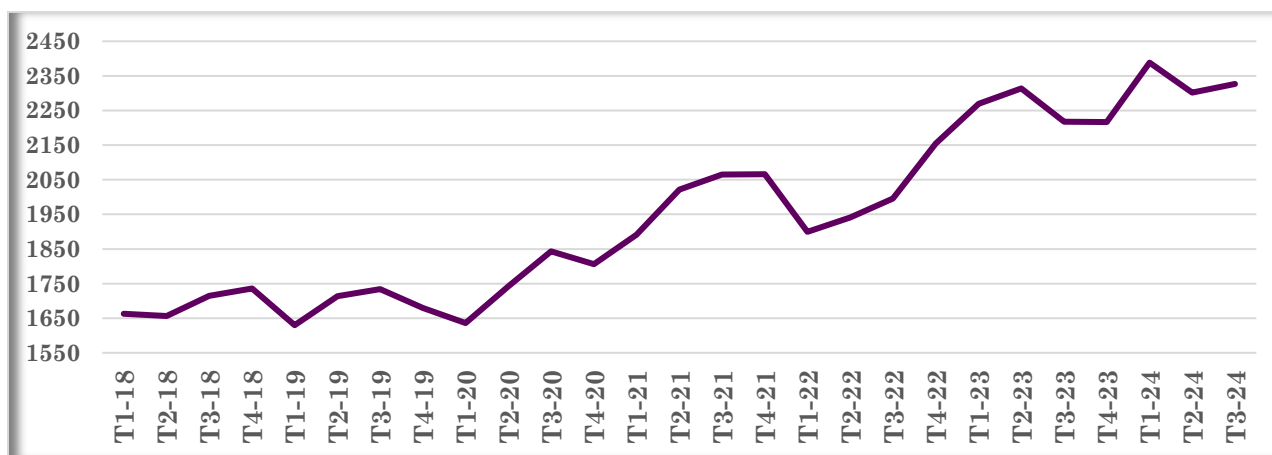
Au troisième trimestre 2024, la production de ciment, corrigée des variations saisonnières, a connu une hausse de 1,1% en variation

trimestrielle, soutenue par la demande locale (+6,5%). Toutefois, les exportations³ de ciment ont reculé de 5,4% sur la période.

Sur un an, l'activité des cimenteries a progressé de 4,9% au troisième trimestre 2024, en liaison avec la hausse de la demande locale (+5,5%).

En cumul sur les neuf premiers mois de 2024, une progression de 3,2% de l'activité de la branche est relevée, comparativement à la même période un an auparavant, sous l'effet de la hausse des ventes de ciment à l'étranger (+5,3%). S'agissant de la demande intérieure, elle s'est également améliorée de 2,0% sur la période, en lien avec la baisse du prix de vente moyen de ciment (-1,0%) sur les neuf premiers mois de 2024.

Graphique 7: Evolution de la production de ciment corrigée des variations saisonnières (en 1000 tonnes)



Source : SOCOCIM, SAHEL, DANGOTE

Baisse de l'activité des industries meunières, en rythme trimestriel

Au troisième trimestre 2024, l'activité de la minoterie s'est fortement contractée de 17,1% en variation trimestrielle. La contreperformance relevée est imputable, à la fois, au « travail de grains » (-21,0%) et à la « fabrication d'aliments pour animaux » (-1,8%), dans une moindre mesure.

Sur un an, l'activité de production meunière a reculé de 2,5% au troisième trimestre 2024, dans le sillage du « travail de grains » (-4,9%). Pour sa part, la croissance cumulée sur les neuf premiers mois de 2024 fait ressortir une amélioration de 1,0% de l'activité, portée par la « fabrication d'aliments pour animaux » (+2,8%). Sur cette période, le « travail de grains » a légèrement progressé de 0,5%.

³ Ces chiffres peuvent être différents de ceux déclarés au cordon douanier, du fait d'un éventuel décalage temporel.

Hausse de l'activité de fabrication d'articles à base de tabac, en rythme trimestriel

Au troisième trimestre 2024, l'activité de fabrication de produits à base de tabac, ajustée des variations saisonnières, a progressé de 2,2% en rythme trimestriel.

Cependant, par rapport au troisième trimestre 2023, cette activité a reculé de 2,7%, en raison, principalement, de la diminution des commandes extérieures (-16,1%).

Sur les neuf premiers mois de l'année 2024, la fabrication de produits à base de tabac a affiché une hausse globale de 4,7%, portée en partie par une augmentation notable de la demande extérieure (+5,8%).

Baisse de la production cosmétique en variation trimestrielle

Au troisième trimestre 2024, l'activité de « fabrication de savons, détergents et produits d'entretien » a diminué de 5,7%, en variation trimestrielle. En comparaison à la même période en 2023, l'activité de la branche a reculé de

9,2% au troisième trimestre 2024. Au total, elle s'est également contractée de 7,2%, en cumul sur les neuf premiers mois de 2024, en raison de la concurrence des produits en provenance du Maroc, de la Turquie et de la Côte d'Ivoire.

Baisse de la production pharmaceutique au troisième trimestre

Au troisième trimestre 2024, la fabrication de produits pharmaceutiques a diminué de 15,3%, après une hausse de 16,1% un trimestre auparavant. Sur une base annuelle, elle s'est repliée de 4,9% au troisième

trimestre et 12,4% en cumul sur les neuf premiers mois de l'année, en liaison avec la baisse des commandes reçues. Parallèlement, les importations de produits pharmaceutiques ont augmenté de 95,5% sur un an, au troisième trimestre 2024, et 5,6% en cumul sur les neuf premiers mois de l'année.

Légère baisse de la fabrication de cuir au troisième trimestre

Au troisième trimestre de 2024, l'activité de la branche « travail du cuir, fabrication d'articles de voyage et de chaussures » a fléchi légèrement de 0,5%, en variation trimestrielle, après un repli de 0,3% au trimestre

précédent. Comparée à la même période en 2023, elle s'est raffermie de 4,4%. Sur les trois premiers trimestres de 2024, une forte baisse de 71,4% de l'activité de branche est relevée, suite

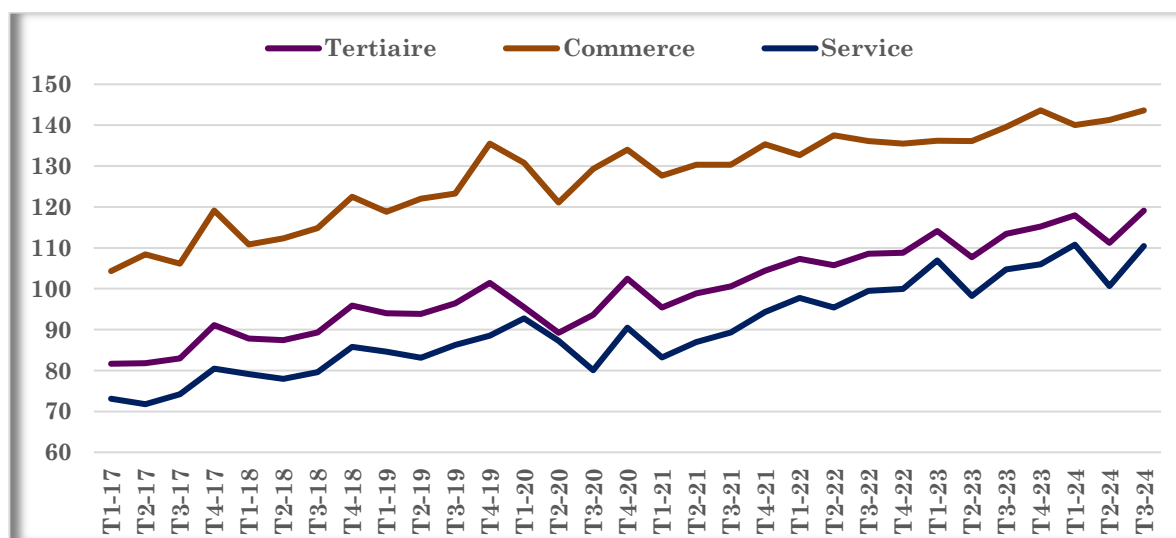
à la rareté des intrants. Par ailleurs, ce recul a induit une forte baisse des exportations de cuirs et peaux (-70,5%) sur la période.

II.1.3. SECTEUR TERTIAIRE

Au troisième trimestre 2024, l'activité du secteur tertiaire s'est accrue de 7,1% en variation trimestrielle, à la faveur des « activités financières et d'assurance » (+9,6%), des services immobiliers (+33,5%), des « activités spécialisées, scientifiques et techniques » (+40,5%), de l'hébergement et de la restauration (+2,4%) et du commerce (+1,7%), dans une moindre mesure. Sur un an, le secteur tertiaire s'est conforté de 1,8% au troisième trimestre 2024, grâce à la bonne tenue du commerce (+2,4%), de l'hébergement et de la restauration (+12,5%), des « activités financières et d'assurance » (+6,6%), des « activités spécialisées, scientifiques et techniques » (+4,9%) et de l'administration publique (+6,0%). Toutefois, une baisse de l'activité est toutefois notée dans l'information et la communication (-5,0%), les services immobiliers (-23,6%) et les services de soutien et de bureau (-7,2%).

En cumul sur les neuf premiers mois de 2024, l'activité du secteur s'est renforcée de 4,3%, dans le sillage des « activités financières et d'assurance » (+5,6%), des « activités spécialisées, scientifiques et techniques » (+10,5%), de l'administration publique (+6,7%), de l'hébergement et de la restauration (+3,6%), du commerce (+2,8%), des services immobiliers (+2,1%) et des « activités artistiques, culturelles, sportives et récréatives » (+22,1%).

Graphique 8: Evolution de l'indice des activités du secteur tertiaire



Source : DPPE

Tableau 5: Evolution de l'indice du secteur tertiaire (base 100 = 2016)

SECTEUR	Poids 2021	2023	2024		Variations		
		T3 (1)	T2 (2)	T3 (3)	Trim. (3)/(2)	Gliss. (3)/(1)	Cumul 09 mois
Secteur Tertiaire	56,8%	117,1	111,2	119,1	7,1%	1,8%	4,3%
Commerce	13,9%	140,3	141,3	143,6	1,7%	2,4%	2,8%
Transport	3,7%	125,9	123,7	123,0	-0,5%	-2,3%	0,6%
Hébergement et restauration	1,2%	113,3	124,5	127,5	2,4%	12,5%	3,6%
Information et communication	5,1%	100,9	96,6	95,8	-0,9%	-5,0%	-4,1%
<i>Télécommunications</i>	78,8%	113,6	114,9	122,4	6,6%	7,7%	4,5%
<i>Autres Activités d'Information et de Communication</i>	21,2%	68,7	50,7	28,7	-43,4%	-58,3%	-36,3%
Activités financières et d'assurance	2,9%	172,0	167,3	183,4	9,6%	6,6%	5,6%
Activités immobilières	8,7%	35,4	20,3	27,1	33,5%	-23,6%	2,1%
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	4,9%	207,0	154,5	217,1	40,5%	4,9%	10,5%
Activités d'administration publique	6,6%	150,7	158,9	159,8	0,5%	6,0%	6,7%
Activités de services et de soutien de Bureau	4,6%	107,5	103,1	99,8	-3,2%	-7,2%	-0,9%
Enseignement	1,7%	24,4	25,0	25,0	0,0%	2,3%	2,3%
Activités pour la santé	2,1%	100,7	100,4	99,9	-0,5%	-0,8%	-0,8%
Activités artistiques, culturelles, sportives et récréatives	0,4%	163,8	174,5	168,8	-3,3%	3,0%	22,1%
Autres services	1,0%	134,7	135,6	140,1	3,3%	4,0%	0,5%

Source : DPEE

II.1.3.1: Le sous-secteur du commerce

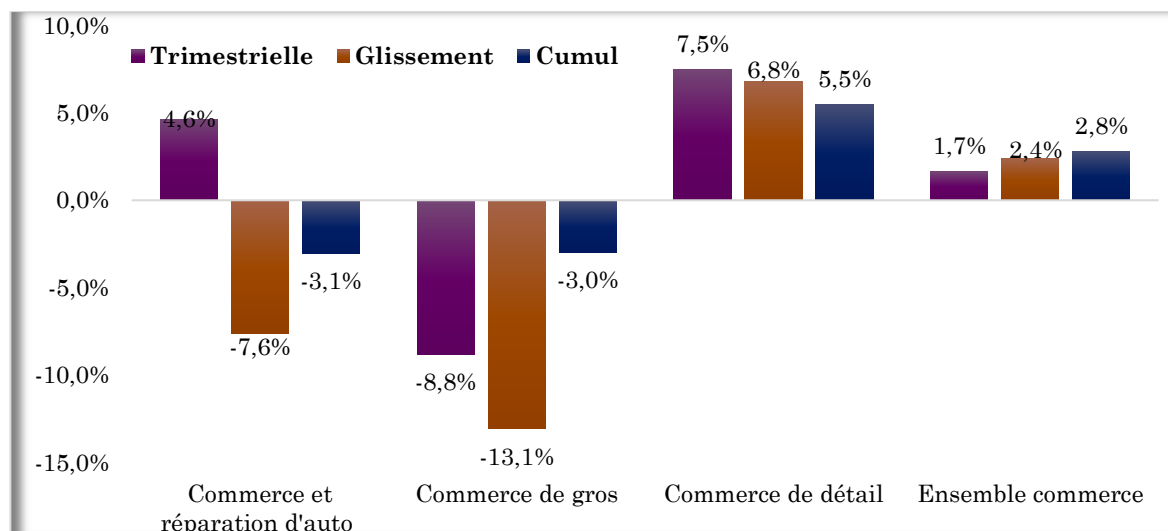
Hausse de l'activité du négoce au troisième trimestre 2024

S'agissant du commerce, au troisième trimestre 2024, l'activité a progressé de 1,7% en variation trimestrielle, en lien avec les ventes de véhicules (+4,6%) et celles de détail (+7,5%). Pour sa part, le commerce de gros s'est

contracté de 8,8%, sur la période.

Sur un an, le commerce a enregistré des progressions respectives de 2,4% et 2,8% au troisième trimestre et en cumul sur les neuf premiers mois de 2024, porté essentiellement par les ventes de détails (respectivement +6,8% et +5,5%). Par ailleurs, un recul du commerce de gros (-13,1% et -3,0%) et de celui de véhicules (respectivement -7,6% et -3,1%) a été noté, sur ces périodes.

Graphique 9: Evolution de l'activité dans le commerce



Source : DPEE

II.1.3.2: Le sous-secteur des services

Baisse des activités de transport au troisième trimestre 2024

Au troisième trimestre 2024, l'activité de transport a reculé de 0,5% en variation trimestrielle, sous l'effet de la contraction des transports routiers (-5,0%), aérien (-0,5%), de l'« entreposage et des auxiliaires de transport » (-0,1%) et de l'« activité de poste et courrier » (-0,8%). Concernant le transport ferroviaire, il s'est revigoré de 1,0% sur la période.

Sur un an, l'activité de la branche s'est repliée de 2,3% au troisième trimestre 2024, sous le poids du repli du transport routier (-1,6%), de l'« entreposage et des auxiliaires de transport » (-2,4%) et de l'activité de poste et courrier (-21,1%). Toutefois, sur la période, les transports ferroviaire (+2,7%) et aérien (+8,1%) se sont bien comportés.

Au total, sur les neuf premiers mois de 2024, le transport s'est légèrement accru 0,6%, à la faveur des transports ferroviaire (+6,5%), routier (+3,8%) et aérien (+13,3%) et de l'« entreposage et des auxiliaires de transport » (+0,1%). Cette performance a été, toutefois, atténuée par le recul de 33,1% des « activités de poste et de courrier ».

Baisse de l'activité d'information et de la communication, au troisième trimestre 2024

Au troisième trimestre 2024, l'activité de la branche « information et communication » s'est repliée de 0,9%, en rythme trimestriel, dans le sillage des « autres activités d'information et communication » qui sont

ressorties en baisse de 43,4%. Pour leur part, les télécommunications se sont bien comportées sur la période avec une croissance de 6,6%.

Sur une base annuelle, l'activité de la branche a baissé respectivement de 5,0% et 4,1% au troisième trimestre et sur les neuf premiers mois de 2024, en liaison avec les « autres activités d'information et communication » (-58,3% et -36,3%). L'activité des télécommunications est, quant à elle, ressortie en hausse respectivement de 7,7% et 4,5% en glissement annuel en cumul sur les trois premiers trimestres de 2024.

***La téléphonie mobile,
leader du marché des
télécoms***

Sur le marché des télécommunications, la téléphonie mobile, segment leader, a totalisé un parc de 23 298 590 à fin septembre 2024, en progression de 1,2% par rapport au trimestre précédent et 4,8% sur un an. Le volume cumulé des communications émises est ressorti à 10,04 milliards de minutes au cours de ce trimestre, contre 10,20 milliards au trimestre précédent, soit une baisse de 1,5%. Comparé à fin septembre 2023, le volume cumulé des communications du segment mobile a augmenté de 4,3% au troisième trimestre 2024. Concernant le trafic de messages texte (SMS), 502,32 millions d'unités ont été émises au troisième trimestre 2024, en hausse de 4,5% par rapport au trimestre précédent. Sur un an, une baisse de 6,5% du nombre de messages texte est notée au troisième trimestre 2024. Le taux de pénétration de la téléphonie mobile s'est établi à 129,2% à fin septembre 2024.

Pour ce qui est de la téléphonie fixe, son parc global de lignes a augmenté de 10,3% entre les deuxième et troisième trimestres de 2024, s'établissant à 439 264 lignes. Comparativement à la même période en 2023, le parc de lignes fixes s'est renforcé de 14,8% au troisième trimestre 2024. Le taux de pénétration sur ce segment de marché est estimé à 2,44% à fin septembre 2024.

S'agissant de l'internet, son parc global s'est situé à 21 214 096 lignes à fin septembre 2024, soit une augmentation de 2,0% en rythme trimestriel. Les utilisateurs de l'internet mobile 2G/3G/4G/5G ont représenté 97,6% du parc internet sur cette période. Sur un an, une progression de 10,1% du parc de l'internet est notée au troisième trimestre de l'année 2024. Le taux de pénétration sur ce segment de marché est ressorti à 117,6% à fin septembre 2024.

***Hausse de l'activité
d'« hébergement et
restauration »***

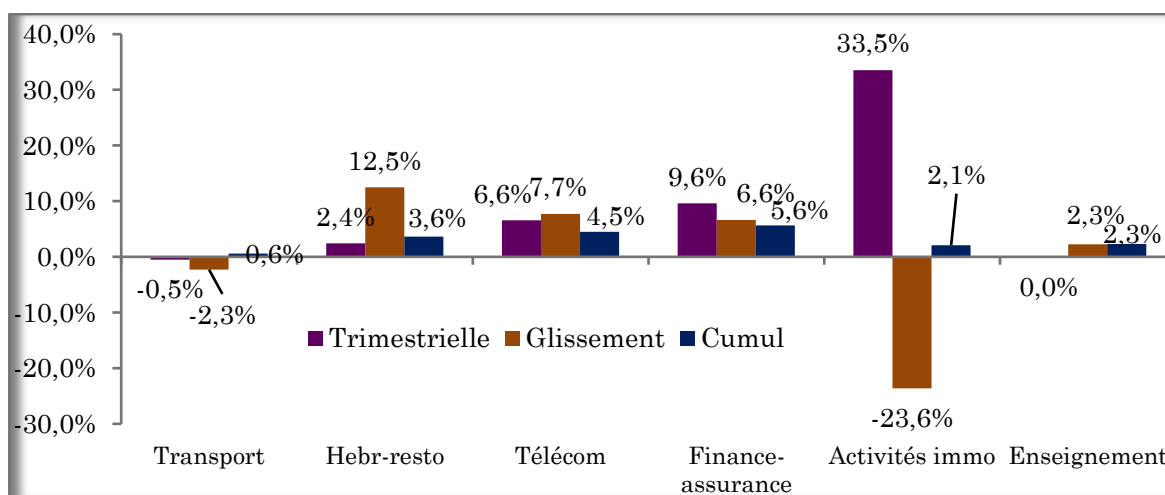
Les services d'hébergement et de restauration se sont accrus de 2,4% entre les deuxième et troisième trimestres de 2024, grâce à la bonne tenue de l'activité d'hôtellerie (+6,5%). Toutefois, cette performance a été partiellement atténuée par le recul de

l'activité de restauration (-10,3%), en raison de la basse saison touristique. Sur un an, l'activité de la branche s'est consolidée de 12,5% au troisième trimestre 2024. Sur les neuf premiers mois de l'année, une croissance de 3,6% de l'hébergement et de la restauration est observée, à la faveur de l'hôtellerie (+4,5%). Les services de restauration, pour leur part, sont ressortis en repli de 6,1%, sur la période sous revue.

Hausse des activités financières et d'assurance en variation trimestrielle

Les « activités financières et d'assurance » ont cru de 9,6%, en variation trimestrielle, au deuxième trimestre 2024, à la faveur des services financiers (+9,8%) et malgré le recul de 6,3% des activités des auxiliaires financiers et d'assurance. Sur un an, l'activité de la branche a progressé de 6,6%, au troisième trimestre de l'année. En cumul sur les trois premiers trimestres de l'année, une augmentation de 5,6% des activités financières et d'assurances est notée, grâce à la bonne tenue des services financiers. Sur la période, cette performance est bien corroborée par une hausse de 6,9% des créances à l'économie.

Graphique 10: Evolution de l'activité dans les services



Source : DPEE

II.2. EMPLOI ET OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISE

II.2.1. Emploi salarié dans le secteur moderne

Au troisième trimestre 2024, l'emploi salarié du secteur moderne a progressé de 1,4% en variation trimestrielle, en liaison avec l'augmentation des postes pourvus dans les secteurs secondaire (+2,5%) et tertiaire (+0,1%). Sur un an, les emplois salariés ont diminué de 1,9%, sous l'effet de la baisse des effectifs dans le secteur secondaire (-3,5%).

Tableau 6: Indice de l'emploi salarié dans le secteur moderne (base 100=2014)

BRANCHES	POIDS	2023	2024		Variations	
		T3. (1)	T2. (2)	T3. (3)	Trim. (3)/(2)	Gliss. (3)/(1)
SECONDAIRE	519	133,5	125,7	128,9	2,5%	-3,5%
TERTIAIRE	481	113,4	113,3	113,4	0,1%	0,0%
INDICE D'ENSEMBLE	1 000	123,8	119,7	121,4	1,4%	-1,9%

Source : DPEE

✓ Hausse de l'emploi salarié dans le secteur secondaire, en variation trimestrielle

À fin septembre 2024, l'emploi salarié du secteur secondaire a augmenté de 2,5% par rapport à fin juin 2024. Cette hausse est attribuable aux gains d'emplois enregistrés dans l'industrie (+5,8%). En détail, des augmentations ont été observées dans les activités extractives (+2,4%), la « fabrication d'autres produits manufacturés » (+14,2%), la « fabrication de savons, détergents et produits d'entretien » (+29,3%) et la « production et distribution d'eau, assainissement et traitement des déchets » (+3,4%). Toutefois, des pertes nettes d'emplois ont été observées dans la « production et distribution d'électricité et de gaz » (-4,2%). Concernant l'activité de construction, les embauches ont diminué de 14,7% à fin septembre 2024.

Sur une base annuelle, les postes pourvus dans le secteur secondaire ont reculé de 3,5% à fin septembre 2024, en raison de la baisse des effectifs dans l'industrie (-2,4%) et la construction (-10,4%). En effet, les embauches ont reculé dans la « fabrication de produits agroalimentaires » (-12,2%), la « production et distribution d'électricité et de gaz » (-3,4%) et la « production et distribution d'eau, assainissement et traitement des déchets » (-7,5%). Toutefois, des gains nets d'emplois ont été relevés dans les activités extractives (+2,4%), le « raffinage du pétrole et cokéfaction » (+1,2%), la « fabrication de produits chimiques » (+3,4%), la « fabrication de ciment et autres matériaux de construction » (+6,3%) et la « fabrication d'autres produits manufacturés » (+4,4%).

Tableau 7 : Indice de l'emploi salarié dans le secondaire (base 100 = 2014)

BRANCHES	POIDS	2023			2024		Variations	
		T3. (1)	T2. (2)	T3. (3)	Trim. (3)/(2)	Gliss. (3)/(1)		
SECONDAIRE	519	133,5	125,7	128,9	2,5%	-3,5%		
INDUSTRIES	453	131,4	121,3	128,3	5,8%	-2,4%		
ACTIVITES EXTRACTIVES	16	196,7	196,9	201,5	2,4%	2,4%		
FABRICATION DE PRODUITS AGRO-ALIMENTAIRES	153	145,2	128,0	127,5	-0,4%	-12,2%		
RAFFINAGE DU PETROLE ET COKEFACTION	3	113,5	114,5	114,9	0,3%	1,2%		
FABRICATION DE PRODUITS CHIMIQUES	17	83,8	86,0	86,6	0,8%	3,4%		
FABRICATION DE CIMENT ET AUTRES MATERIAUX DE CONSTRUCTION	17	215,6	225,7	229,2	1,6%	6,3%		
FABRICATION D'AUTRES PRODUITS MANUFACTURES	223	111,7	102,0	116,6	14,2%	4,4%		
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ELECTRICITE ET DE GAZ	21	158,2	159,4	152,7	-4,2%	-3,4%		
PRODUCTION ET DISTRIBUTION EAU ASSAINISSEMENTS ET TRAITEMENTS DE DECHETS	2	156,7	140,3	145,0	3,4%	-7,5%		
CONSTRUCTION	66	147,9	155,4	132,5	-14,7%	-10,4%		

Source : DPEE

✓ *Légère hausse de l'emploi salarié dans le secteur tertiaire, en rythme trimestriel*

En variation trimestrielle, les effectifs salariés du secteur tertiaire se sont légèrement accrus de 0,1% au troisième trimestre 2024, en lien avec la hausse de l'emploi dans les services (+0,5%). Cette augmentation des effectifs est attribuable à l'information et la communication (+0,7%), aux « activités financières et assurances » (+1,5%), aux activités immobilières (+15,1%), aux services de soutien et de bureau (+1,9%) et à l'enseignement (+0,2%). En revanche, des pertes nettes d'emplois ont été observées dans le transport (-1,1%), l'hébergement et la restauration (-1,9%), les « activités spécialisées, scientifiques et techniques » (-1,1%) et l'administration publique (-2,6%). Concernant le commerce, ses effectifs se sont repliés de 1,3%, sous l'effet du recul de l'emploi dans le commerce de gros (-5,7%). Pour sa part, l'emploi a progressé dans le « commerce et la réparation d'automobiles et de motocycles » (+1,6%) et le commerce de détail (+0,2%).

Sur un an, les effectifs salariés du secteur tertiaire sont restés stables à fin septembre 2024, en raison de l'effet combiné de la baisse de l'emploi dans les services (-0,6%) et de leur hausse dans le commerce (+2,8%). Pour ce dernier, les effectifs ont augmenté dans le commerce de gros (+1,8%), celui de détail (+2,8%) et le « commerce et réparation d'automobiles et de motocycles » (+4,8%). La baisse des effectifs dans les services est, quant à elle, expliquée par les pertes nettes d'emplois dans le transport (-3,6%), les « activités spécialisées, scientifiques et techniques » (-1,1%), les services de soutien de bureau (-1,2%) et l'administration publique (-13,6%).

Tableau 8: Indice de l'emploi salarié dans le tertiaire (base 100 = 2014)

BRANCHES	POIDS	2023	2024		Variations	
		T3. (1)	T2. (2)	T3. (3)	Trim. (3)/(2)	Gliss. (3)/(1)
TERTIAIRE	481	113,4	113,3	113,4	0,1%	0,0%
SERVICES	404	108,1	106,9	107,5	0,5%	-0,6%
TRANSPORT	166	67,2	65,5	64,8	-1,1%	-3,6%
HEBERGEMENT ET RESTAURATION	29	94,8	102,5	100,6	-1,9%	6,1%
INFORMATION ET COMMUNICATION	27	96,3	98,6	99,3	0,7%	3,1%
ACTIVITES FINANCIERES ET ASSURANCES	36	135,1	135,1	137,2	1,5%	1,5%
ACTIVITES IMMOBILIERES	1	71,3	66,3	76,3	15,1%	7,0%
ACTIVITES SPECIALES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES	15	117,1	117,1	115,8	-1,1%	-1,1%
ACTIVITES DE SERVICES DE SOUTIEN ET BUREAU	101	167,2	162,1	165,2	1,9%	-1,2%
ACTIVITE ADMINISTRATION PUBLIQUE	0,16	275,0	243,8	237,5	-2,6%	-13,6%
ENSEIGNEMENT	26	123,2	123,2	123,4	0,2%	0,1%
ACTIVITE POUR LA SANTE HUMAINE ET L'ACTION SOCIALE	0,08	62,5	62,5	62,5	0,0%	0,0%
ACTIVITES ARTISTIQUES, CULTURELLES, SPORTIVES ET RECREATIVES	2	147,3	158,0	158,0	0,0%	7,3%
COMMERCE	77	140,7	146,5	144,6	-1,3%	2,8%
Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles	9	146,9	151,4	153,9	1,6%	4,8%
Commerce de gros	17	177,2	191,4	180,4	-5,7%	1,8%
Commerce de détail	51	127,1	130,3	130,7	0,2%	2,8%

Source : DPEE

II.2.2. Opinion des chefs d'entreprise

Au troisième trimestre de 2024, le climat des affaires s'est dégradé, en variation trimestrielle. L'indicateur synthétique a diminué 4,6 points et est resté au-dessous de sa moyenne de long terme. Cette situation reflète les opinions défavorables des entrepreneurs de « Bâtiments des Travaux Publics », des prestataires de services et des commerçants. Sur un an, l'indicateur du climat des affaires a diminué de 3,0 points, au troisième trimestre de 2024.

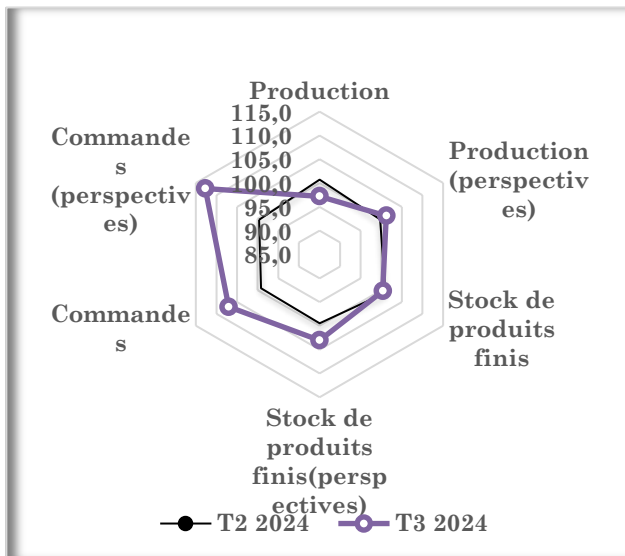
Tableau 9: Indicateur de climat des affaires et de l'emploi

Opinion des chefs d'entreprises	Moyenne de long terme	T3-23	T2-24	T3-24	Var. trim.	Var.
Indicateur du climat des affaires	100	98,5	100,0	95,5	-4,6	-3,0
Industrie	100	99,9	100,0	103,6	3,6	3,7
Btp	100	101,0	87,9	83,3	-5,5	-17,8
Services	100	95,9	99,5	90,8	-8,8	-5,0
Commerce	100	103,8	103,8	99,1	-4,8	-4,7
Indicateur du climat de l'emploi	100	97,8	105,9	97,4	-8,7	-0,4
Industrie	100	102,1	109,0	97,2	-9,1	2,7
Btp	100	102,3	91,8	101,9	-5,6	-21,6

Source : DPEE

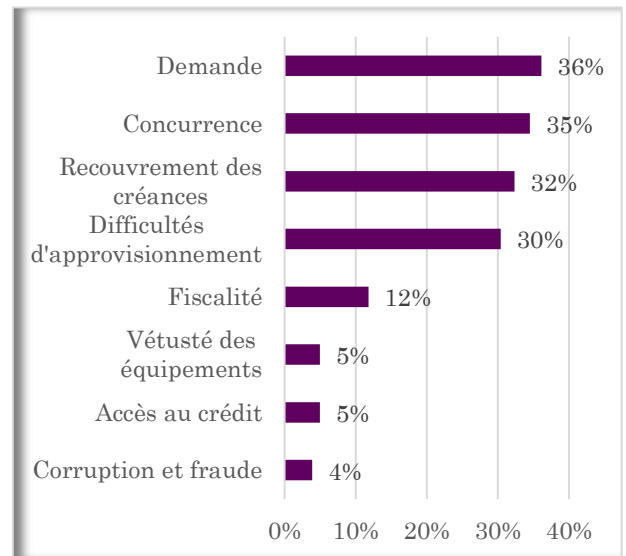
Les obstacles à l'activité énumérés dans l'industrie par les enquêtés sont la demande (36%), la concurrence jugée déloyal (35%), le recouvrement difficile des créances (32%), les difficultés d'approvisionnement (30%) et la fiscalité (12%). Toutefois, le climat des affaires de ce sous-secteur s'est renforcé de 3,6 points, en rythme trimestriel, à la faveur de l'optimisme des industriels par rapport aux commandes et aux stocks de produits de finis (reçus et attendus).

Graphique 11 : Opinion des chefs d'entreprise dans l'industrie



Source : DPEE

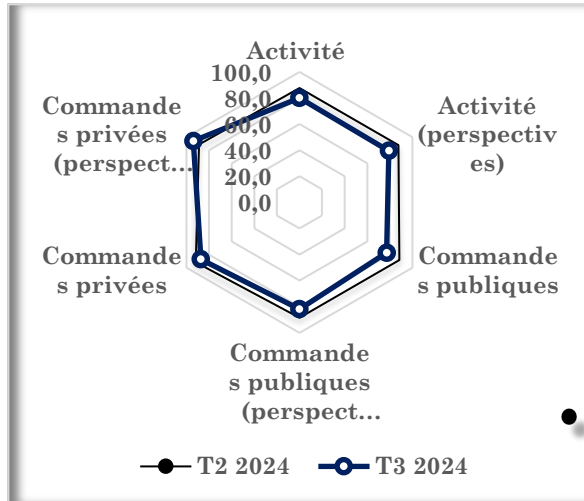
Graphique 12 : Principales contraintes à l'activité dans l'industrie



Source : DPEE

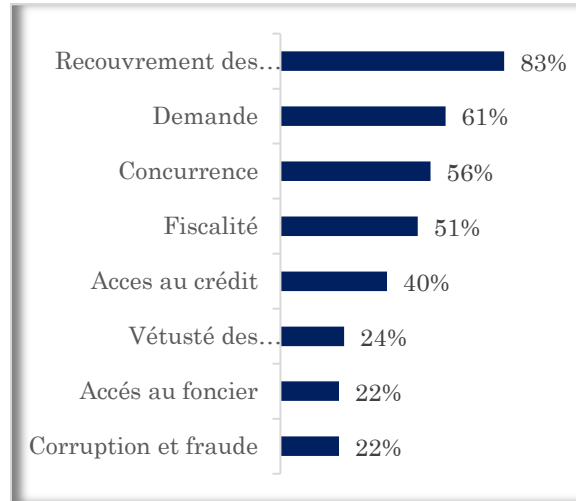
Dans le sous-secteur des « bâtiments et travaux publics », les difficultés soulevées par les entrepreneurs sont le recouvrement difficile des créances (83%), la demande (61%), la concurrence jugée déloyale (56%), la fiscalité (51%), l'accès au crédit (40%), la vétusté des équipements (24%), l'accès au foncier (22%) et la « corruption et fraude » (22%). Par conséquent, l'indicateur du climat des affaires s'est dégradé de 5,5 points dans ce sous-secteur, en liaison avec les soldes d'opinion défavorables des entrepreneurs vis-à-vis des commandes privées et publiques et de l'activité générale.

Graphique 13 : Opinion des chefs d'entreprise dans les BTP



Source : DPEE

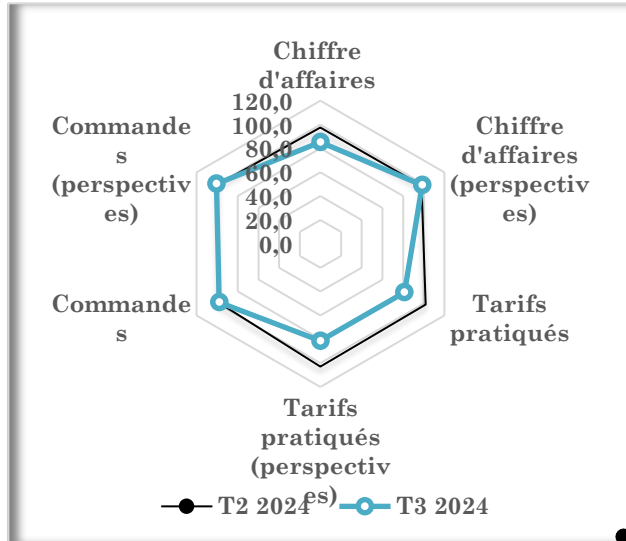
Graphique 14 : Principales contraintes à l'activité dans les BTP



Source : DPEE

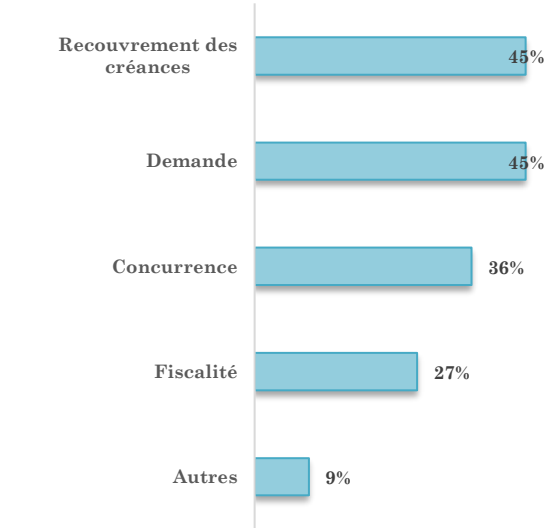
S'agissant des services, les contraintes à l'activité les plus relevées sont le recouvrement difficile des créances (45%), l'insuffisance de la demande (45%), la concurrence jugée déloyale (36%) et la fiscalité (27%). Par ailleurs, le climat des affaires s'est dégradé (-8,8 points) dans le sous-secteur, en rythme trimestrielle, reflétant le pessimisme des prestataires relativement aux tarifs appliqués et au chiffre d'affaires.

Graphique 15 : Opinion des chefs d'entreprise dans les services



Source : DPEE

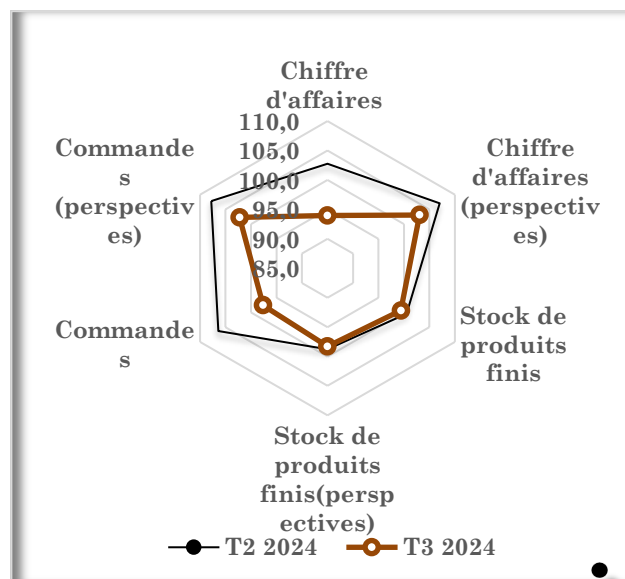
Graphique 16 : Principales contraintes à l'activité dans les services



Source : DPEE

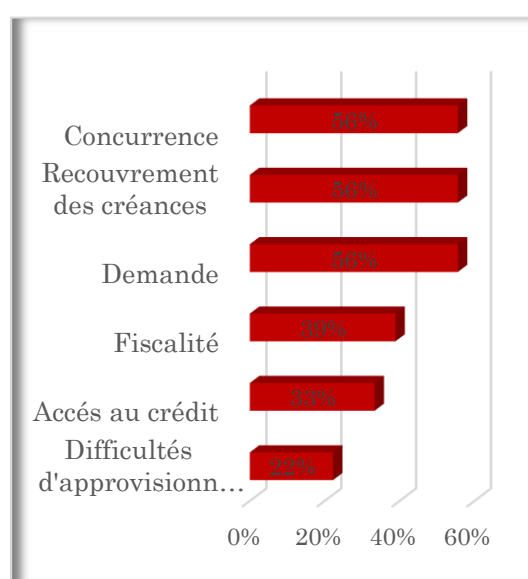
Concernant le commerce, les obstacles cités par les négociants sont la concurrence jugée déloyale (56), le recouvrement difficile des créances (56%), la demande (56%), la fiscalité (39%), l'accès au crédit (33%) et les difficultés d'approvisionnement en marchandises (22%). Ainsi, le climat des affaires a perdu 4,8 points, en liaison avec l'orientation défavorable des opinions des commerçants par rapport aux commandes reçues et prévues, aux stocks de produits finis et aux chiffres d'affaires (réalisé et attendu).

Graphique 17 : Opinion des chefs d'entreprise dans le commerce



Source : DPEE

Graphique 18 : Principales contraintes à l'activité dans le commerce



Source : DPEE

II.3. INFLATION ET COMPETITIVITE

II.3.1 Inflation

Au troisième trimestre 2024, les prix à la consommation ont augmenté de 1,0%, en variation trimestrielle, en raison du renchérissement des « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+1,8%) et des « biens et services divers » (+1,4%).

En comparaison à la même période en 2023, le niveau général des prix a diminué de 1,1%, sous l'effet de la baisse des prix des « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (-2,7%), du « logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (-0,6%).

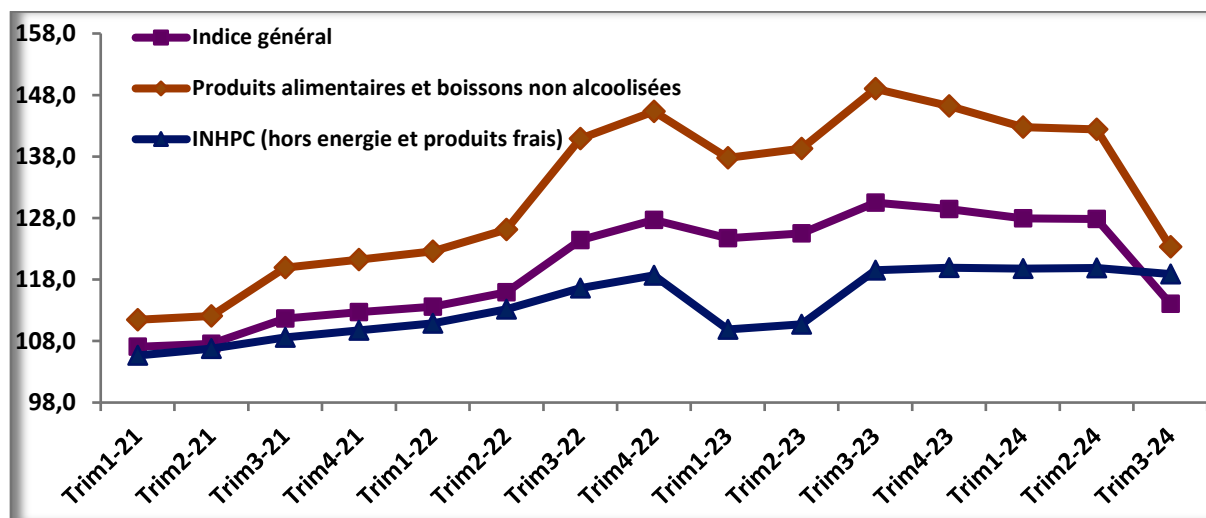
Pour sa part, l'inflation moyenne sur les neuf premiers mois de 2024 s'est établie à 1,1%.

Concernant l'inflation sous-jacente (hors énergie et produits frais), au troisième trimestre 2024, elle est ressortie à -0,8% en variation trimestrielle. Sur un an, elle s'est établie à -0,5% au troisième trimestre 2024. En moyenne sur les trois premiers trimestres de 2024, l'inflation sous-jacente s'est située à 0,6%.

Selon l'origine, les prix des produits locaux ont augmenté de 1,4% au troisième trimestre 2024 en rythme trimestriel, mais ont reculé de 3,3% sur un an. Quant aux prix des produits importés,

ils ont fléchi de 0,6% en variation trimestrielle. Sur un an, ils ont progressé de 4,3% au troisième trimestre 2024.

Graphique 19 : Evolution de l'indice des prix à la consommation base 100 en 2008



Source : ANSD

Tableau 10: Evolution des prix selon l'origine des produits

	Pond	2023	2024		Variations		
		Trim3 (1)	Trim2 (2)	Trim3 (3)	Trim. (3)/(2)	Gliss. (3)/(1)	Inflation
Produits Importés	3009	115,3	121,0	120,3	-0,6%	4,3%	5,8%
Produits locaux	6991	136,0	129,6	131,4	1,4%	-3,3%	-0,6%
Indice global	10000	130,5	127,8	129,1	1,0%	-1,1%	1,1%

Source : ANSD

Hausse des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées

En variation trimestrielle, les prix des « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » ont augmenté de 1,8% au troisième trimestre 2024. Ce renchérissement est porté par la viande de bœuf (+1,6%), les poissons frais (+15,3%) et les « légumes frais en fruits ou racine » (+18,3%). Par rapport à la même période en 2023, les prix des « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » ont reculé de 2,7% au troisième trimestre 2024, en raison de la baisse des prix du pain (-5,8%), du sucre (-4,5%), des poissons frais (-3,1%), du lait (-1,2%), de l'huile (-7,1%) et des « légumes frais en fruits ou racine » (-11,7%).

En moyenne sur neuf premiers mois de 2024, les prix des produits alimentaires ont progressé de 1,0%, sous l'effet du relèvement des prix des céréales non transformées (+4,7%), de la viande de bœuf (+4,3%), du sucre (+2,8%) et des poissons frais (+1,6%).

L'hôtellerie et la restauration deviennent plus chères au troisième trimestre 2024

Au troisième trimestre 2024, les prix des services d'hôtellerie et de restauration ont légèrement augmenté de 0,3%, en variation trimestrielle, malgré la basse saison touristique. Sur une base annuelle, l'hôtellerie et la restauration se sont également renchéries de 3,1% au troisième trimestre et de 2,9%, en moyenne sur les neuf premiers mois de l'année.

Le logement et l'énergie deviennent moins chères au troisième trimestre, en rythme trimestriel

Pour ce qui est du « logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles », au troisième trimestre 2024, les prix ont diminué de 0,3% par rapport au trimestre précédent. Ce léger recul est à la faveur essentiellement de la baisse des prix des services d'« entretien et réparation des logements » (-1,9%). Sur un an, les prix de la fonction ont diminué de 0,6% au troisième trimestre 2024, en raison principalement de la contraction de ceux de l'« entretien et réparation des logements » (-5,9%). En moyenne sur les trois premiers trimestres de l'année, les prix de cette fonction ont reculé de 0,8%, sous l'effet du repli des prix des services d'« entretien et de réparation des logements » (-4,7%).

Tableau 11: Evolution de l'indice national des prix à la consommation (base 100 = 2008)

INHPC	Pond.	2023	2024		Variations		
		Trim 3 (1)	Trim 2 (2)	Trim 3 (3)	Trim (3)/(2)	Gliss (3)/(1)	Inflation
Indice général	10000	130,5	127,8	129,1	1,0%	-1,1%	1,1%
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	4964	149,0	142,4	145,0	1,8%	-2,7%	1,0%
Céréales non transformées	1159	134,5	141,2	135,7	-3,9%	0,9%	4,7%
Bœuf	268	173,7	175,9	178,8	1,6%	2,9%	4,3%
Pains	416	95,0	96,4	89,5	-7,2%	-5,8%	-2,4%
Sucre	319	120,6	122,5	115,1	-6,0%	-4,5%	2,8%
Poissons frais	423	239,8	201,4	232,3	15,3%	-3,1%	1,6%
Lait	195	112,5	111,5	111,2	-0,3%	-1,2%	-0,2%
Huiles	522	151,7	142,2	140,9	-0,9%	-7,1%	-5,5%
Légumes frais en fruits ou racine	248	174,5	130,2	154,0	18,3%	-11,7%	0,0%
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	1204	109,6	109,2	108,9	-0,3%	-0,6%	-0,8%
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	502	116,5	119,2	119,3	0,0%	2,3%	2,2%
Santé	353	112,9	113,5	114,3	0,8%	1,3%	1,3%
Transports	563	112,3	113,2	113,2	0,0%	0,8%	0,8%
Enseignement	194	114,4	116,3	116,3	0,0%	1,6%	1,6%
Restaurants et Hôtels	376	122,1	125,5	125,8	0,3%	3,1%	2,9%
Biens et services divers	383	115,5	118,2	119,9	1,4%	3,8%	3,6%

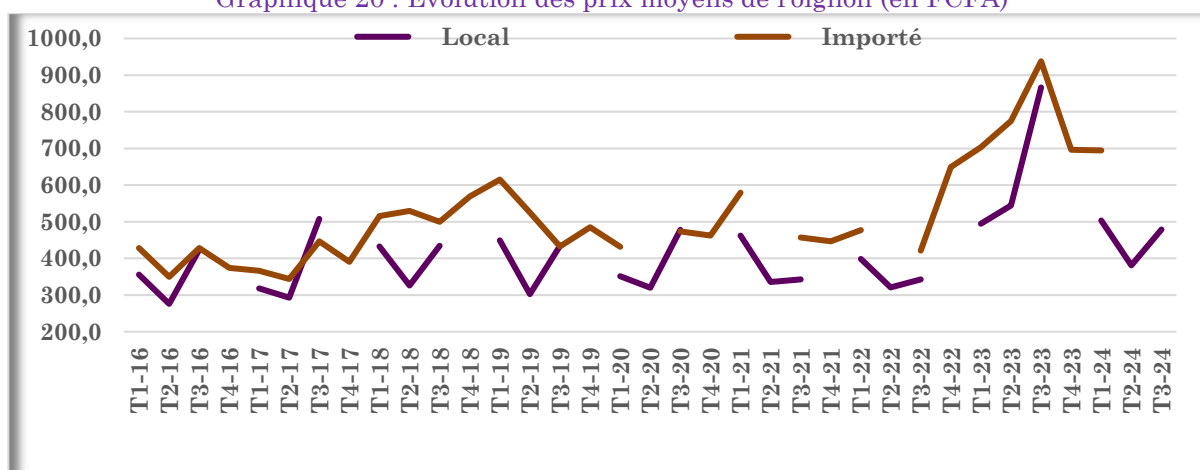
Source : ANSD, Calculs DPEE

II.3.2 Tendances des marchés

Hausse des prix de l'oignon local

Au troisième trimestre 2024, les prix de l'oignon local se sont, en moyenne, relevés de 25,5% en variation trimestrielle. Pour ce qui est de l'oignon importé, absent sur le marché au deuxième trimestre 2024, le kilogramme s'est échangé, en moyenne, à 681,82 FCFA, sur la période. Sur un an, les prix moyens des oignons local et importé se sont respectivement contractés de 44,7% et 27,3% au troisième trimestre 2024. En cumul sur les neuf premiers mois de l'année 2024, les prix des variétés d'oignon local et importé ont diminué, dans l'ordre, de 28,5% et 14,6%. S'agissant des stocks, une quantité de 41 tonnes est enregistrée pour l'oignon local et 2291 tonnes pour celui importé, à fin septembre 2024.

Graphique 20 : Evolution des prix moyens de l'oignon (en FCFA)



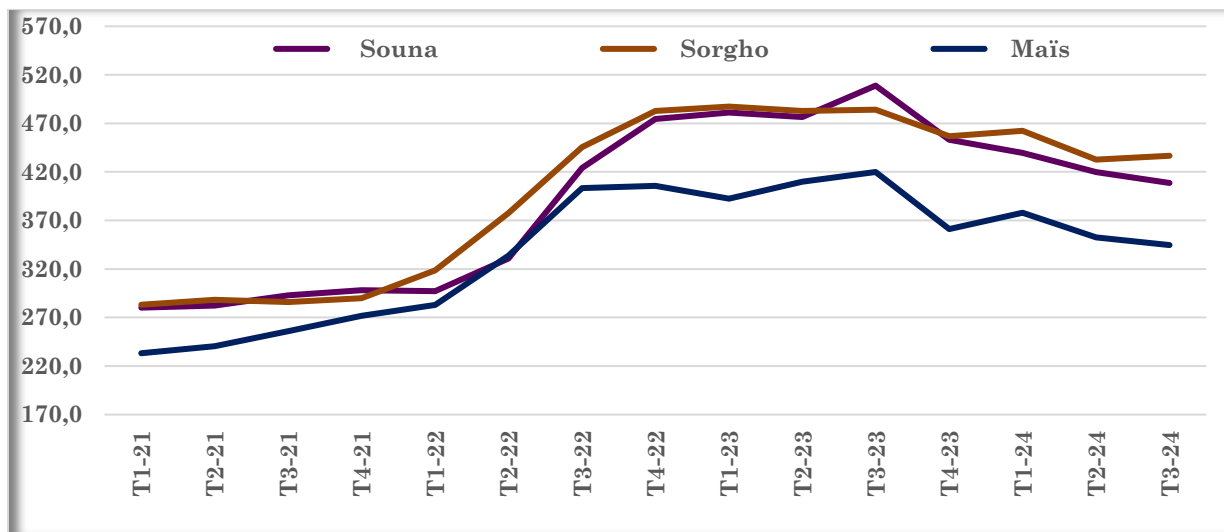
Source : ARM

Baisse des prix de souna et de maïs et légère hausse du sorgho

Concernant les céréales locales, les prix moyens des kilogrammes de souna et de maïs ont respectivement reculé de 2,7% et 2,2%, entre le deuxième et le troisième trimestre de 2024. Pour sa part, le prix du kilogramme de sorgho a légèrement augmenté de 0,9% sur la période.

En comparaison à la même période un an auparavant, des baisses respectives des prix moyens des kilogrammes de souna (-19,7%), de sorgho (-9,8%) et de maïs (-17,9%) sont observées durant le troisième trimestre 2024. La moyenne des prix sur les neuf premiers mois de 2024 fait ressortir une baisse de ceux de la souna (-13,5%), du sorgho (-8,4%) et du maïs (-12,1%).

Graphique 21 : Evolution des prix (en FCFA) moyens des céréales locales



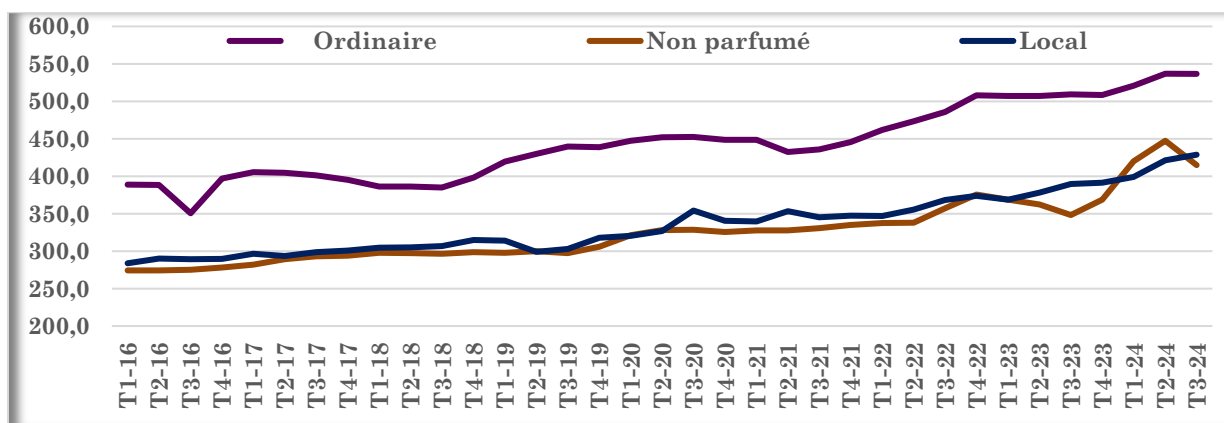
Source : ARM

Baisse des prix du riz ordinaire et du riz non parfumé et Renchérissement des prix du riz local

S’agissant du riz brisé 100%, les prix moyens du parfumé ordinaire et du non parfumé se sont, respectivement, fléchis de 0,1% et 7,3%. Par contre, celui du riz local s’est renchéri de 1,8% en rythme trimestriel.

Sur un an, les brisures parfumée ordinaire, non parfumée et locale ont affiché des hausses de prix respectives de 5,3%, 19,1% et 10,1%, en moyenne sur le troisième trimestre 2024. Sur les neuf premiers mois de l’année 2024, des hausses respectives des prix du non parfumé (+18,8%), du parfumé ordinaire (+4,6%) et de la brisure locale (+9,9%) sont notées. Par ailleurs, à fin septembre 2024, d’importants stocks ont été relevés pour le riz importé (94 352 tonnes) contre seulement 1304 tonnes pour le riz local.

Graphique 22 : Evolution des prix (en FCFA) moyens du riz brisé 100%



Source : ARM

II.3.3 Compétitivité-Prix

Gain de compétitivité-prix de l'économie sénégalaise au troisième trimestre 2024

Au troisième trimestre 2024, l'économie sénégalaise a enregistré des gains de compétitivité-prix évalués à 3,8%, en variation trimestrielle. Ce résultat est attribuable aux effets combinés du différentiel d'inflation favorable (-2,8%) et de la dépréciation du FCFA par rapport aux monnaies des pays partenaires (-1,0%). Face aux pays partenaires membres de l'UEMOA et de la zone Euro, des gains de compétitivité estimés respectivement à 3,3% et 1,5% résultant d'un différentiel d'inflation favorable pour l'économie sénégalaise, ont été relevés.

Comparativement au troisième trimestre de 2023, la compétitivité-prix de l'économie sénégalaise s'est améliorée de 2,0%, à la faveur, principalement, du différentiel d'inflation favorable (-6,7%), amoindrie, toutefois, par l'appréciation de la monnaie locale vis-à-vis des partenaires commerciaux (+4,7%).

En moyenne sur les neuf premiers mois de l'année 2024, des pertes de compétitivité-prix estimées à 1,6% ont été observées, comparativement à la même période en 2023. Cette situation est principalement liée à l'appréciation du franc CFA par rapport à la monnaie des pays partenaires commerciaux (+7,5%), malgré le différentiel d'inflation favorable (-5,9%). Sur la période sous-revue, les pertes de compétitivité ont été plus déterminantes vis-à-vis de nos partenaires de la CEDEAO hors UEMOA (+42,0%).

Tableau 12 : Evolution des taux de change

Compétitivité-Prix	2023	2024		Variations		
	Trim3 (1)	Trim2 (2)	Trim3 (3)	Trim. (3)/(2)	Gliss. (3)/(1)	Cumul 6mois
TCER	106,8	104,4	102,4	-3,8%	-2,0%	1,6%
AFRIQUE	111,9	115,4	105,7	-11,6%	-2,5%	8,1%
UEMOA	109,5	104,9	101,2	-3,3%	-1,7%	-0,1%
CEDEAO hors UEMOA	102,8	128,0	126,9	-2,8%	31,1%	42,0%
EUROPE	98,9	94,2	94,4	-1,9%	-2,7%	-1,2%
Zone Euro	98,9	94,2	94,4	-1,5%	-0,9%	-0,6%
Autres pays de l'Europe (hors Zone Euro)	87,4	81,2	80,2	-2,9%	-9,1%	-3,6%
AMERIQUE	110,1	106,7	110,9	0,8%	1,5%	0,1%
ASIE	117,4	113,5	114,4	0,4%	-0,6%	0,8%
TCEN	114,1	120,8	119,5	-1,0%	4,7%	7,5%
AFRIQUE	129,7	152,0	143,4	-5,7%	10,6%	19,1%
CEDEAO hors UEMOA	175,0	263,0	271,5	3,2%	55,2%	65,6%
EUROPE	103,0	104,0	104,0	0,0%	1,0%	2,1%
Autres pays de l'Europe (hors Zone Euro)	113,6	118,5	118,5	0,0%	4,3%	9,3%
AMERIQUE	170,9	202,8	213,2	5,1%	24,7%	23,0%
ASIE	112,0	112,7	113,9	1,1%	1,7%	2,7%
Différentiel d'inflation (Sénégal-Partenaires)						
Prix intérieurs	124,3	126,7	126,6	-0,1%	1,9%	2,2%
Prix extérieurs	134,9	142,7	146,5	2,7%	8,6%	8,1%
AFRIQUE	145,1	157,4	166,7	5,9%	14,9%	13,2%
UEMOA	116,6	117,0	120,8	3,2%	3,6%	2,3%
CEDEAO hors UEMOA	206,4	245,2	259,9	6,0%	25,9%	25,8%
EUROPE	132,5	137,3	139,8	1,8%	5,5%	5,5%
Zone Euro	125,1	126,7	128,6	1,5%	2,8%	2,8%
Autres pays de l'Europe (hors Zone Euro)	160,0	179,4	184,6	2,9%	15,4%	15,1%
AMERIQUE	192,5	230,9	240,7	4,3%	25,1%	25,1%
ASIE	120,7	125,0	125,7	0,6%	4,2%	4,1%

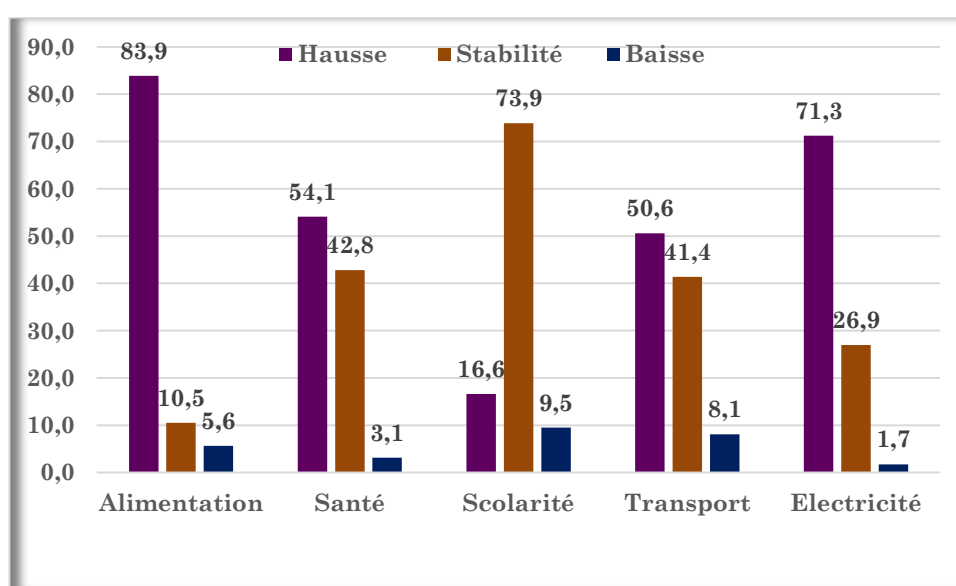
Source : DPPE

II.4. PERCEPTION DE LA CONJONCTURE PAR LES MENAGES

II.4.1. Conjoncture économique

L'enquête de Perception de la Conjoncture par les Ménages (EPCM) a fait ressortir, au troisième trimestre 2024, une hausse des dépenses alimentaires pour la plupart des ménages interrogés (83,9%). Pour ce qui est des dépenses en électricité, une augmentation est notée entre les deux dernières factures, pour la majorité des foyers (71,3%). S'agissant des frais de transport et de santé, ils sont ressortis en hausse, respectivement, pour 50,6% et 54,1% des ménages. Pour leur part, les dépenses de scolarité sont essentiellement stables pour 73,9% des familles.

Graphique 23 : Les dépenses de consommation des ménages



II.4.2. Conjoncture sociale

Au troisième trimestre 2024, l'enquête de conjoncture sociale a fait ressortir les résultats suivants :

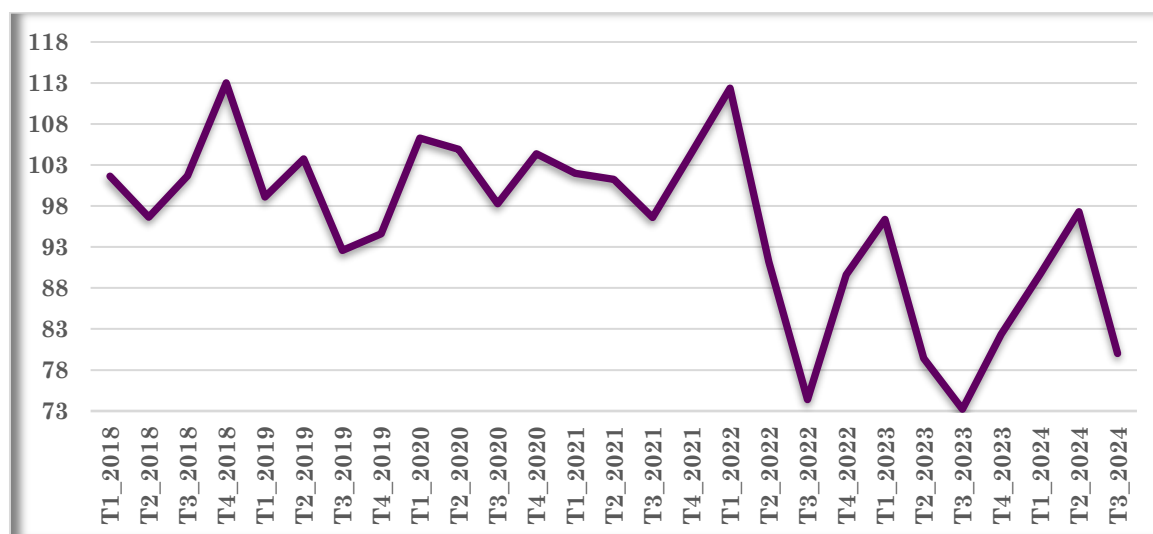
- La plupart des ménages de Dakar ont accès à l'eau potable (99,2%) et à l'électricité (99,0%). L'assainissement est resté modérément accessible (35,8% des ménages).
- Le taux moyen de scolarisation des enfants de plus de six ans à Dakar s'établit à 93,9% (95,4% dans les familles moyennes contre 91,5% dans les grandes familles). La proportion de ménages ayant des enfants de moins de 18 ans qui travaillent se situe à 4,0% (3,5% pour les familles moyennes contre 5,9% dans les grandes familles). En outre, 1,3% des familles moyennes compte des enfants confiés contre 7,1% pour les grandes familles, portant la proportion globale de ménages ayant des enfants confiés à 2,3%.

- Plus de deux tiers des familles enquêtées (70,3%) assurent trois repas par jour au troisième trimestre 2024 contre 71,8% au trimestre précédent, soit un recul de 1,5 point en variation trimestrielle. Ceux qui assurent deux repas par jour représentent 29,1% des enquêtés, contre 0,6% qui n'ont qu'un repas par jour.
- L'inflation, demeure le principal choc subi par les ménages (74,8%) au troisième trimestre 2024. En outre, 8,8% des ménages sont affectés par les coupures d'électricité, 3,3% par les inondations et 3,1% relèvent l'incapacité du principal soutien de famille. Les pertes d'emploi sont également déplorées par 2,3% des ménages enquêtés.

II.4.3. Confiance des ménages

Au troisième trimestre 2024, la confiance des ménages s'est dégradée, en rythme trimestriel. L'indicateur synthétique a perdu 17,3 points et demeure encore au-dessous de sa moyenne de longue période (100). Globalement, les ménages ont été pessimistes sur leur situation financière personnelle et sur l'environnement économique du pays, comparés au deuxième trimestre 2024.

Graphique 24 : Evolution de l'indice de confiance des ménages



Source : DPEE

S'agissant de la situation financière, les ménages ont été globalement pessimistes au troisième trimestre 2024. En effet, les soldes d'opinion relatifs à leur capacité d'épargne actuelle et future ont diminué respectivement de 11,1 points et 23,8 points par rapport au trimestre précédent. S'agissant du solde correspondant à l'opportunité de faire des achats importants, un retrait de 11,5 points a été relevé par rapport au deuxième trimestre 2024.

Concernant la situation économique du pays, les opinions des ménages ont été également défavorables au troisième trimestre 2024. Les soldes correspondant à leur niveau de vie actuel et futur se sont respectivement dégradés de 13,8 points et 15,3 points sur la période. En outre, les craintes des ménages sur une éventuelle hausse du chômage se sont accentuées de 18,8 points au troisième trimestre de 2024, par rapport au trimestre précédent.

Tableau 12 : Indicateur synthétique et soldes d'opinion

	Moyenne (long terme)	2023			2024		
		Trim2	Trim3	Trim4	Trim1	Trim2	Trim3
Indicateur synthétique	100	79,4	73,2	82,4	89,7	97,3	80,0
Situation financière personnelle							
<i>Capacité d'épargne actuelle</i>	2,2	14,4	8,1	25,6	21,0	28,1	17,1
<i>Capacité d'épargne future</i>	-45,6	-67,5	-65,83	-31,7	-30,8	-18,8	-42,5
<i>Opportunité de faire des achats</i>	-55,3	-35,6	-56,3	-63,3	-45,4	-44,0	-55,4
Situation économique au Sénégal							
<i>Niveau de vie passé</i>	3,6	-46,3	-55,60	-63,6	-52,9	-52,5	-66,3
<i>Niveau de vie futur</i>	9,6	-37,9	-33,2	-29,8	16,3	-13,3	-28,6
<i>Chômage</i>	-1,2	29,4	32,5	13,3	-33,1	-1,5	17,3

Source : DPÉE

(1) Moyenne du premier trimestre 2015 au quatrième trimestre 2023

II.5. COMMERCE EXTERIEUR

Au troisième trimestre 2024, le déficit commercial du Sénégal s'est réduit de 196,5 milliards, en variation trimestrielle, pour atteindre 530,1 milliards. Cette amélioration est attribuable à l'augmentation des exportations de biens (+237,0 milliards) nettement supérieure à celle des importations de biens (+46,0 milliards). Par conséquent, le taux de couverture des importations par les exportations s'élève à 65,9%, soit une hausse de 13,9 points de pourcentage par rapport au deuxième trimestre de 2024.

II.5.1. Exportations des principaux produits

***Hausse des exportations,
en variation trimestrielle,
au troisième trimestre 2024***

Au troisième trimestre 2024, les exportations de biens du Sénégal ont augmenté de 30,1% (+237,0 milliards), par rapport au trimestre précédent, pour s'établir à 1023,4 milliards. Cette hausse s'explique principalement par l'augmentation des ventes de produits pétroliers (+143,1 milliards) et d'or brut (+27,4 milliards). La progression des ventes d'or brut est liée à une hausse simultanée de la quantité vendue (+4,4%) et du prix implicite (+15,4%), tandis que celle des produits

pétroliers s'explique par une augmentation du prix implicite (+13,4%), bien que les quantités aient diminué de 14,6%. En revanche, la croissance des exportations de biens a été freinée par la baisse des expéditions de produits halieutiques (-43,0 milliards), de titane (-7,5 milliards) et de légumes frais (-6,4 milliards). S'agissant de la réduction des ventes de légumes frais, elle résulte d'un recul à la fois de la quantité expédiée (-35,1%) et du prix implicite (-54,9%). Pour sa part, la diminution des ventes de produits halieutiques et de titane à l'étranger est attribuable à une baisse des prix implicites, respectivement, de 45,0% et 50,8%, malgré une hausse des quantités, dans l'ordre, de 11,3 % et 50,7 %.

En glissement annuel, les exportations de biens ont augmenté de 39,3% (+288,7 milliards) pour se stabiliser à 1023,4 milliards. Ce progrès est porté par l'évolution des ventes à l'étranger de produits pétroliers (+109,2 milliards) et d'or brut (+34,1 milliards). La progression des expéditions de ces produits résulte de l'augmentation des prix implicites des produits pétroliers (+16,8 %) et d'or brut (+36,6 %). Toutefois, cette croissance des exportations de biens a été partiellement freinée par une baisse des expéditions de ciment hydraulique (-0,1 milliard), associée à une diminution du prix implicite de 20,1%, bien que les quantités vendues aient progressé de 24,5%.

Au total sur les neuf premiers mois de l'année, les exportations de biens ont crû de 6,9% (+173,6 milliards) pour se situer à 2 674,9 milliards, principalement en raison de l'augmentation des ventes à l'étranger de produits pétroliers (+88,2 milliards), d'or brut (+16,6 milliards), de zircon (+11,2 milliards), de titane (+9,7 milliards) et de ciment hydraulique (+8,4 milliards). Concernant l'augmentation des expéditions de produits pétroliers et d'or brut, elle s'explique respectivement par la hausse de leurs prix implicites de 18,7% et 19,6%, malgré le recul des quantités vendues. En revanche, la hausse des exportations de zircon et de titane découle de l'augmentation des quantités, malgré un recul de leurs prix implicites. Par ailleurs, cette croissance des exportations a été modérée par la baisse des ventes à l'extérieur de produits halieutiques (-12,3 milliards), d'engrais minéraux et chimiques (-10,8 milliards) et d'acide phosphorique (-10,1 milliards). Le recul des exportations de produits halieutiques et d'engrais minéraux et chimiques s'explique par une diminution des prix implicites, respectivement de 3,3 % et 58,3 %, tandis que leurs quantités expédiées ont évolué de -1,3 % et +73,4 %. La baisse des ventes d'acide phosphorique à l'étranger, pour sa part, est consécutive à une diminution du prix implicite de 7,3 %, malgré une légère augmentation de la quantité vendue (+2,6 %).

Dans la zone UEMOA, au troisième trimestre 2024, les exportations de biens du Sénégal se sont élevées à 343,1 milliards contre 219,4 milliards le trimestre précédent, marquant une hausse de 56,3% (+110,0 milliards) et représentant 33,5% de la valeur totale des exportations de biens. Le Mali reste le principal client du Sénégal au sein de l'Union, avec une part de marché estimée à 82,1% au troisième trimestre, contre 76,3% au deuxième trimestre de 2024. Les produits pétroliers demeurent les principaux biens exportés vers ce pays, avec une part de 72,6%, contre 53,1% au trimestre précédent.

Tableau 13: Exportations en valeur (milliards FCFA)

PRINCIPAUX PRODUITS EXPORTES	2023		2024			Variations absolues		
	TRIM3 (1)	Cumul (2)	TRIM2 (3)	TRIM3 (4)	Cumul (5)	(4)-(3)	(4)-(1)	(5)-(2)
PRODUITS ALIMENTAIRES	87,0	442,4	146,5	98,1	423,2	- 48,4	11,1	- 19,1
- <i>PRODUITS HALIEUTIQUES</i>	65,7	268,3	110,7	67,7	256,1	- 43,0	2,0	-12,3
- <i>LEGUMES FRAIS</i>	1,5	38,0	9,1	2,7	32,2	- 6,4	1,2	-5,8
- <i>PREPARATIONS DE SOUPES, POTAGES, BOUILLONS</i>	18,7	66,1	18,9	25,4	65,7	6,5	6,7	-0,4
- <i>PRODUITS ARACHIDIERS</i>	1,1	69,9	7,8	2,3	69,3	- 5,5	1,2	-0,6
CIMENT HYDRAULIQUE	22,4	78,0	26,8	22,3	86,3	- 4,5	-0,1	8,4
PRODUITS PETROLIERS	176,7	516,7	142,8	285,9	604,9	143,1	109,2	88,2
ENGRAIS MINERAUX ET CHIMIQUES	1,5	37,4	8,4	3,0	26,7	- 5,4	1,5	-10,8
ACIDE PHOSPHORIQUE	63,1	202,0	65,0	64,4	192,0	-0,5	1,4	-10,1
ZIRCON	13,4	44,5	21,5	18,8	55,7	-2,7	5,4	11,2
OR BRUT	127,4	396,2	134,1	161,5	412,8	27,4	34,1	16,6
TITANE	20,2	60,1	29,0	21,5	69,7	-7,5	1,3	9,7
TOTAL PRINCIPAUX PRODUITS	511,7	1 777,2	574,1	675,4	1 871,3	101,3	163,8	94,1
AUTRES PRODUITS	223,0	724,1	212,3	347,9	803,6	135,7	125,0	79,5
TOTAL	734,6	2 501,3	786,4	1 023,4	2 674,9	237,0	288,7	173,6

Source : ANSD, Calculs DPEE

II.5.2. Importations des principaux produits

Hausse des importations, en variation trimestrielle

Durant le troisième trimestre 2024, les importations de biens du Sénégal ont enregistré une progression de 2,7% (+46,0 milliards), en variation trimestrielle, pour se situer à 1 765,3 milliards. Cette hausse des importations de biens s'explique principalement par l'essor des commandes de riz (+31,9 milliards), d'huiles brutes de pétrole (+23,9 milliards), d'autres produits pétroliers (+21,2 milliards) et des « fruits et légumes comestibles » (+11,4 milliards). Concernant la hausse des achats d'huiles brutes de pétrole et d'autres produits pétroliers, elle est liée à l'augmentation des quantités commandées respectivement de 25,3% et 7,9% ; les prix implicites ayant affiché des replis respectifs de 3,6% et 2,7%. Les commandes de « fruits et légumes comestibles » et de riz ont suivi la même tendance. En outre,

l'augmentation des importations de biens a été limitée, notamment, par la diminution des achats de « véhicules, matériels de transport et pièces détachées automobiles » (-17,4 milliards) et d'« huiles et graisses animales et végétales » (-8,6 milliards). Le recul des commandes de « véhicules, matériels de transports et pièces détachées automobiles est consécutif à la diminution simultanée des prix implicites (-1,1%) et des volumes achetés (-1,6%), tandis celui des importations d'« huiles et graisses animales et végétales » est attribué au repli du prix implicite de 29,2%, malgré une hausse des quantités de 3,9%.

En glissement annuel, les importations de biens ont baissé de 4,6% (-85,6 milliards), se situant de 1 765,3 milliards, principalement en raison de la baisse des achats de « véhicules, matériels de transports et pièces détachées automobiles » (-134,5 milliards) et de « machines, appareils et moteurs » (-24,2 milliards). Ce recul est à mettre en liaison avec la diminution simultanée du prix implicite et des quantités commandées pour ces produits, respectivement de (-42,7% ; -17,8%) et (-8,1% ; -1,5%). En revanche, les importations d'autres produits pétroliers et d'huiles brutes de pétrole ont connu une amélioration respective de 96,0 milliards et 36,1 milliards. La hausse des commandes d'autres produits pétroliers est en relation avec le repli du prix implicite de 4,5%, impliquant une augmentation de la quantité de 33,8%. L'accroissement des achats d'huiles brutes de pétrole s'explique par l'augmentation conjointe du prix implicite de 9,7% et des quantités de 23,2%.

En cumul, les importations de biens sont estimées à 5 164,5 milliards, soit une diminution de 1,2% (-64,1 milliards). Cette contraction est principalement due au recul des achats de « véhicules, matériels de transports et pièces détachées automobiles » (-130,3 milliards), d'huiles brutes de pétrole (-41,0 milliards), de « froment et méteil » (-15,2 milliards) et de riz (-15,2 milliards). Pour sa part, la baisse des importations de « véhicules, matériels de transports et pièces détachées automobiles » ainsi que de « froment et méteil » est associée à une baisse des prix implicites respectivement de 27,5% et 10,7%. En ce qui concerne le recul des commandes de riz, il s'explique par la diminution de la quantité achetée de 6,7%, tandis que le prix implicite a fléchi de 0,4%. Par ailleurs, cette baisse des importations de biens a été modérée par l'augmentation des achats d'autres produits pétroliers (+197,2 milliards) et de « machines, appareils et moteurs » (+73,0 milliards). Quant à la hausse des achats d'autres produits pétroliers, elle est liée à une réduction du prix implicite de 4,3%, ce qui a impliqué une hausse de la quantité importée de 24,3%. Pour sa part, l'augmentation des achats de « machines,

appareils et moteurs » est due à la hausse simultanée du prix implicite et de la quantité commandée, respectivement de 10,6% et 1,0%.

Au niveau de l'UEMOA, les importations de biens du Sénégal, au troisième trimestre de 2024, sont évaluées à 18,3 milliards, contre 23,0 milliards au trimestre précédent. Elles ont représenté 1,0% de la valeur totale des importations de biens du pays, marquant un repli de 0,3 point de pourcentage comparativement au deuxième trimestre. La Côte d'Ivoire reste le premier fournisseur du Sénégal, au niveau de l'Union avec une part de 82,7% contre 85,3% au deuxième trimestre de 2024. Les principaux produits exportés de ce pays partenaire incluent les produits des industries pharmaceutiques (15,1%), les « fruits et légumes comestibles » (14,9%), les « huiles et graisses animales et végétales » (12,6%) et les « matières plastiques et artificielles » (12,2%).

Tableau 14: Importations en valeur (milliards FCFA)

PRINCIPAUX PRODUITS IMPORTES	2023		2024			Variations absolues		
	TRIM3 (1)	Cumul (2)	TRIM2 (3)	TRIM3 (4)	Cumul (5)	(4)-(3)	(4)-(1)	(5)-(2)
PRODUITS ALIMENTAIRES	249,5	743,4	209,7	245,0	692,4	35,3	-4,6	-51,0
- FRUITS ET LEGUMES COMESTIBLES	19,6	44,1	10,2	21,6	51,6	11,4	2,1	7,5
- FROMENT ET METEIL	46,2	142,2	41,1	47,0	127,0	5,9	0,8	-15,2
- MAIS	19,8	65,0	25,8	22,0	61,0	-3,8	2,3	-4,0
- RIZ	80,8	240,9	51,0	83,0	225,7	31,9	2,2	-15,2
- HUILES ET GRAISSES ANIMALES ET VEGETALES	30,9	94,3	32,6	24,0	79,5	-8,6	-6,9	-14,8
- AUTRES PRODUITS	52,3	157,0	48,8	47,4	147,7	-1,5	-4,9	-9,3
PRODUITS PETROLIERS	449,5	1441,5	536,5	581,5	1597,8	45,1	132,0	156,2
-HUILES BRUTES DE PETROLE	102,8	399,0	114,9	138,8	358,0	23,9	36,1	-41,0
-AUTRES PRODUITS PETROLIERS	346,8	1042,6	421,5	442,7	1239,8	21,2	96,0	197,2
PRODUITS PHARMACEUTIQUES	61,4	147,3	51,6	61,0	158,7	9,4	-0,3	11,4
MACHINES, APPAREILS & MOTEURS	256,6	622,7	224,0	232,4	695,7	8,4	-24,2	73,0
VEHICULES, MATERIEL TRANSP. & PIECES DETACHEES AUTO	254,5	513,1	137,3	120,0	382,8	-17,4	-134,5	-130,3
TOTAL PRINCIPAUX PRODUITS	1271,5	3468,1	1159,1	1239,9	3527,4	80,8	-31,6	59,4
AUTRES PRODUITS	579,5	1760,6	560,1	525,4	1637,1	-34,7	-54,1	-123,5
TOTAL	1850,9	5228,6	1719,3	1765,3	5164,5	46,0	-85,6	-64,1

Source : ANSD, Calculs DPEE

II.6 FINANCES PUBLIQUES

La gestion budgétaire, au terme des neuf premiers mois de 2024, a été marquée par une hausse modérée des recettes budgétaires associée à une exécution soutenue des dépenses. En effet, les ressources mobilisées sont évaluées à 2 843,1 milliards à fin septembre 2024, soit une augmentation de 3,4% en glissement annuel. Quant aux dépenses publiques, elles sont estimées à 4 438,6 milliards, soit une hausse de 19,9%. Globalement, le solde budgétaire,

dons compris, est ressorti avec un déficit estimé à 1 595,58 milliards à fin septembre 2024 contre un déficit de 952,2 milliards un an auparavant.

II.6.1. Ressources budgétaires

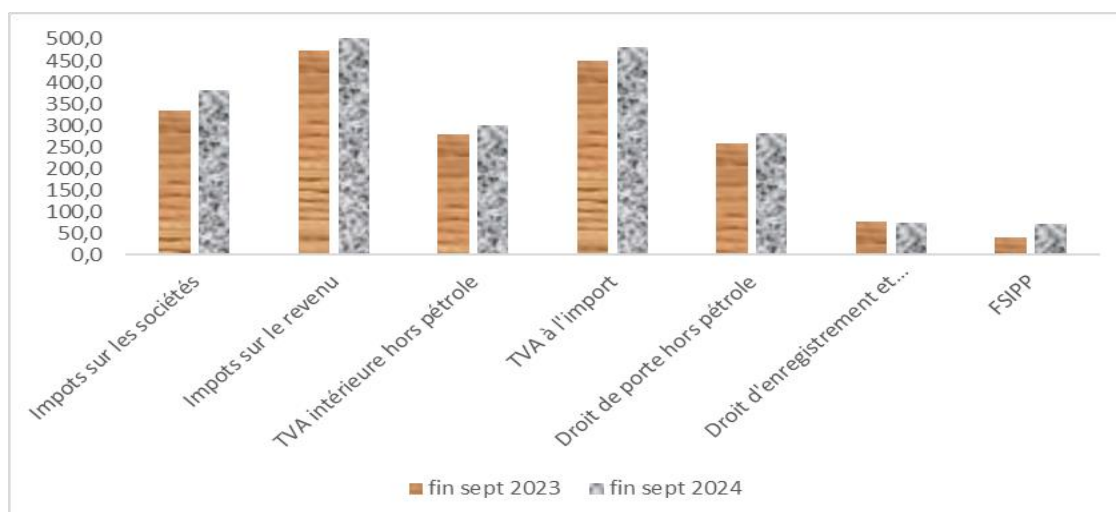
Les ressources sont constituées de recettes budgétaires chiffrées à 2 781,6 milliards et de dons estimés à 61,4 milliards. La bonne tenue des ressources est attribuable, principalement, à la progression des recettes budgétaires qui se sont accrues de 195,4 milliards (+7,6%), sous l'impulsion du dynamisme du recouvrement des recettes fiscales (+8,3%), malgré le repli des recettes non fiscales (-5,5%).

Pour ce qui est des recettes fiscales, évaluées à 2 642,9 milliards, elles ont augmenté de 202,3 milliards, à la faveur, notamment, des « taxes sur les biens et services intérieurs » et de « l'impôt sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital » qui ont, respectivement, progressé de 42,2 milliards et 116,9 milliards pour se situer, dans l'ordre, à 1 217,8 milliards et 978,2 milliards, à fin septembre 2024. Concernant la performance des taxes sur biens et services intérieurs, elle est attribuable aux recouvrements de la TVA intérieure (+7,3%) et de la TVA à l'import (+7,0%) estimées, respectivement, à 299,5 milliards et 481,1 milliards, à fin septembre 2024. S'agissant de « l'impôt sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital », la performance est expliquée par l'accroissement de 46,1 milliards (+13,8%) de l'impôt sur les sociétés et 32,2 milliards (+6,8%) de l'impôt sur les revenus qui se sont situés, respectivement, à 380,4 milliards et 505,9 milliards à fin septembre 2024. Concernant les « impôts sur le commerce extérieur et les transactions », la progression est attribuable aux droits de porte pétrole de 21,8 milliards. En sus, les recettes douanières se sont également bien comportées, en liaison avec la bonne tenue des liquidations des mises à la consommation. En termes de taux de droits de douane, les produits de la tranche de 5%, 10%, 20% et 35% ont connu une hausse des liquidations, respectivement, de 13,1%, 14,8%, 32,7% et 44,6%, en glissement annuel.

Quant aux « autres recettes », leur repli est imputable à la baisse du recouvrement des revenus de domaine pour un montant de 8,4 milliards.

Par ailleurs, aucun don budgétaire n'a encore été mobilisé à fin septembre 2024. Par contre, les dons en capital se sont repliés de 45,5% pour s'établir à 61,4 milliards, à fin septembre 2024.

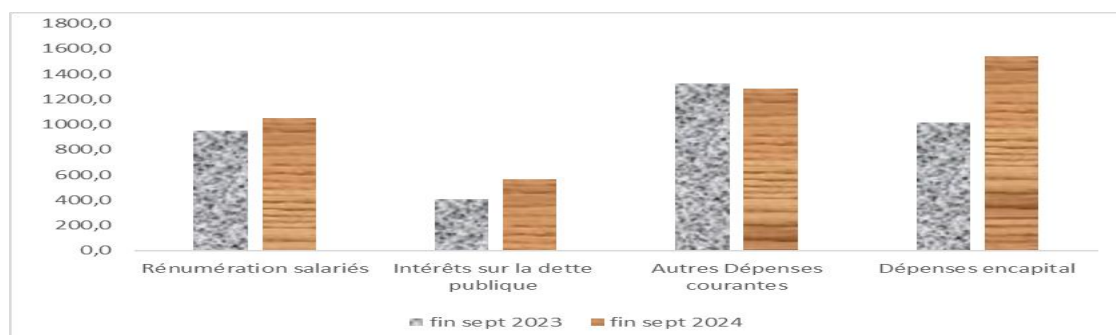
Graphique 25 : Evolution principale des lignes de recettes



II.6.2 Dépenses publiques

Les dépenses budgétaires ont été exécutées à hauteur de 4 438,7 milliards à fin septembre 2024, contre 3 702,9 milliards un an auparavant, soit une augmentation de 19,9%. Cette progression traduit la hausse des investissements financés sur ressources extérieures, des intérêts sur la dette ainsi que de la masse salariale.

Graphique 29: Evolutions des grands agrégats des dépenses à fin septembre 2024



En effet, les investissements financés sur ressources extérieures se sont accrus de 135,2% (+555,7 milliards) pour se situer à 966,8 milliards, à fin septembre 2024. Cette hausse est liée à l'augmentation soutenue des tirages sur prêts projets. Les charges d'intérêts sur la dette (567,8 milliards) et les traitements et salaires (1047,6 milliards) se sont accrus, respectivement, de 39,5% et 10,1%. En revanche, les investissements financés sur ressources intérieures sont passés de 606,5 milliards à fin septembre 2023 à 574,1 milliards à la même période en 2024, soit une contraction de 5,3%. Par ailleurs, les dépenses de « fournitures, entretien et autres » se sont également repliées de 14,9%, passant de 290,0 milliards à 246,8

milliards sur la période sous revue, en cohérence avec les efforts de rationalisation des dépenses de consommation courantes.

II.7. FINANCEMENT DE L'ECONOMIE

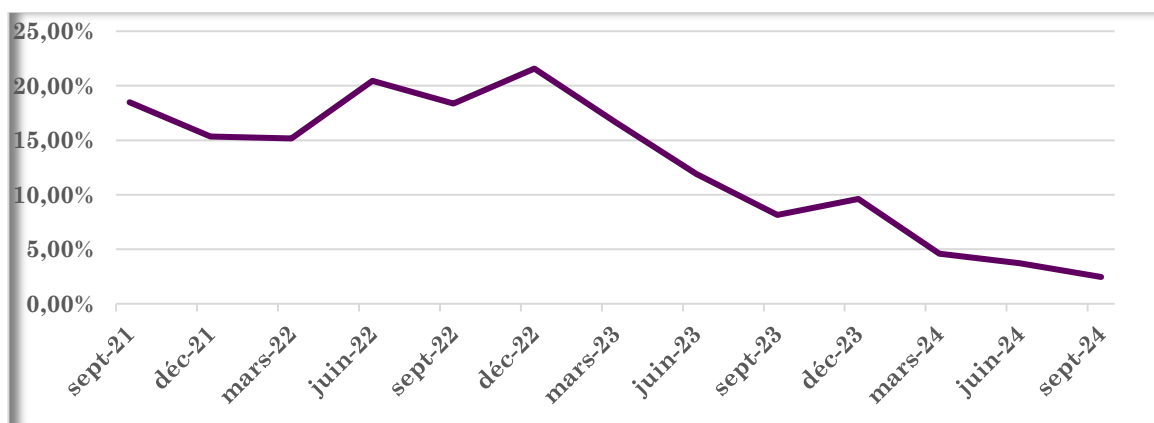
II.7.1 Monnaie et crédit

L'évolution de la situation monétaire, basée sur les estimations à fin septembre 2024, a fait ressortir une contraction de la masse monétaire de 157,2 milliards de francs CFA. En contrepartie, une diminution de 200,8 milliards de francs CFA des actifs extérieurs nets et une baisse de 51,3 milliards de francs CFA de l'encours des créances intérieures sont observées sur la période.

Régression de la masse monétaire

La masse monétaire a reculé de 157,2 milliards de francs CFA entre fin juin et fin septembre 2024, pour s'établir à 9 584,5 milliards de francs CFA. Cette dégradation de la liquidité globale est notable à travers la circulation fiduciaire (billets et pièces hors banques) qui a diminué de 201,4 milliards de francs CFA pour atteindre 2 384,6 milliards de francs CFA. En revanche, les dépôts transférables et les autres dépôts inclus dans la masse monétaire ont respectivement augmenté de 20,5 milliards et 23,7 milliards de francs CFA, s'élevant ainsi à 4 657,5 milliards et 2 542,4 milliards de francs CFA, sur la période. Sur un an, la liquidité globale de l'économie a progressé de 230,0 milliards de francs CFA, soit 2,5%, à fin septembre 2024. Son rythme de croissance a ainsi décéléré après avoir atteint 3,7% à la fin du deuxième trimestre.

Graphique 26 : Evolution de la masse monétaire en glissement annuel



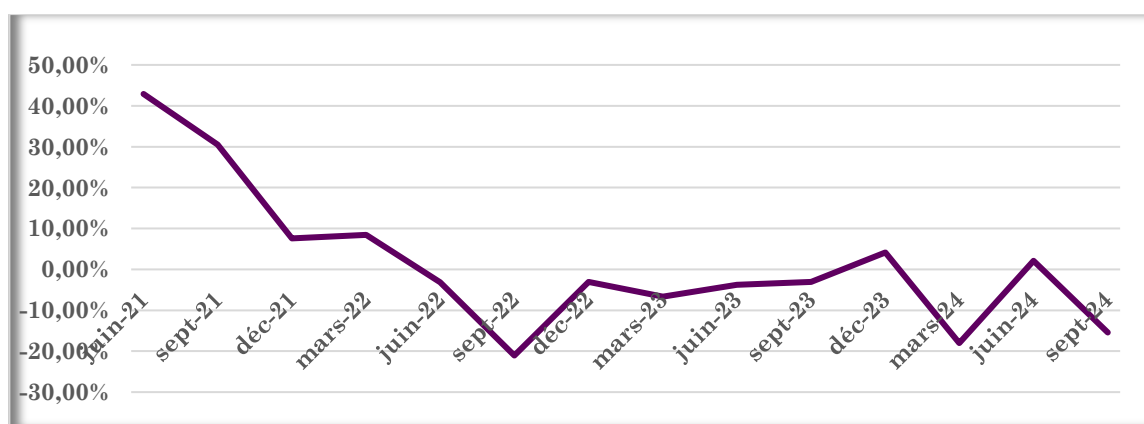
Source : BCEAO

Baisse des actifs extérieurs nets

Les actifs extérieurs nets des institutions de dépôt se sont établis à 1 916,8 milliards de francs CFA à fin septembre 2024, enregistrant une diminution de 200,8 milliards de

francs CFA par rapport à fin juin 2024. Cette situation est essentiellement imputable à la Banque centrale, dont la position extérieure nette s'est détériorée de 337,8 milliards de francs CFA pour atteindre 1005,9 milliards de francs CFA. Pour leur part, les banques primaires ont enregistré une hausse de 137,0 milliards de francs CFA de leurs actifs extérieurs nets, s'élevant ainsi à 910,9 milliards de francs CFA. Sur un an, les actifs extérieurs nets des institutions de dépôt ont diminué de 349,6 milliards de francs CFA, soit une baisse de 15,4% à fin septembre 2024. Rapportés aux importations de biens, les actifs extérieurs nets ont couvert 0,4 mois à fin septembre 2024, contre 2,6 mois à la fin du troisième trimestre 2023.

Graphique 27 : Evolution des actifs extérieurs nets en glissement annuel

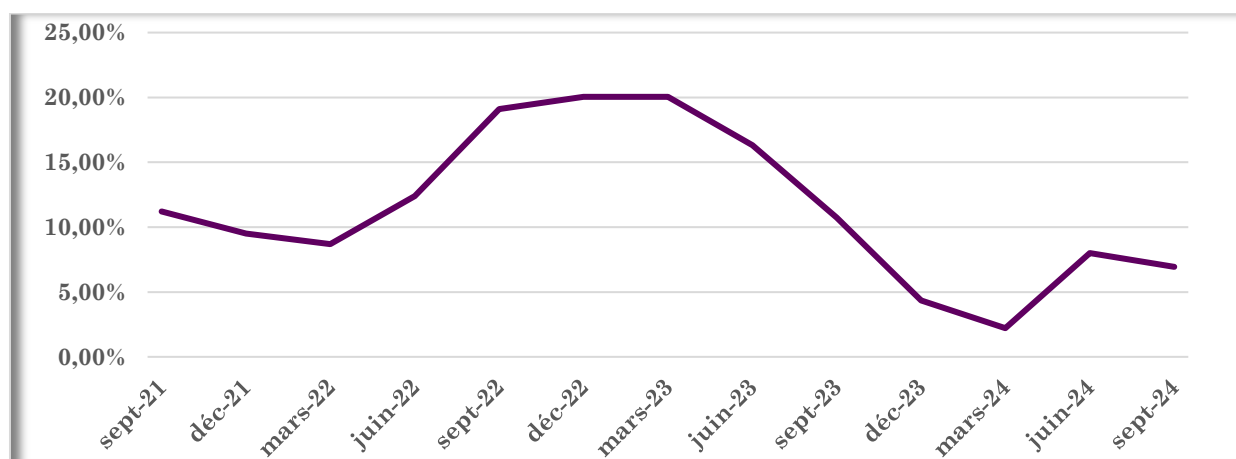


Source : BCEAO

Baisse de l'encours des créances intérieures

À fin septembre 2024, l'encours des créances intérieures des institutions de dépôt s'est établi à 9 891,2 milliards de francs CFA, en baisse de 51,3 milliards de francs CFA par rapport à fin juin 2024. Cette situation est principalement imputable aux créances nettes sur l'administration centrale, qui ont diminué de 219,8 milliards de francs CFA pour se situer 3 098,0 milliards de francs CFA. En revanche, les créances sur l'économie ont augmenté de 168,5 milliards de francs CFA, atteignant 6 793,2 milliards de francs CFA à fin septembre 2024. Sur un an, le rythme de croissance des créances intérieures a ralenti au troisième trimestre 2024, s'établissant à 9,6% (+869,5 milliards de francs CFA) après avoir atteint 10,8% à fin juin 2024.

Graphique 28 : Evolution des créances sur les autres secteurs, en glissement annuel



Source : BCEAO

Tableau 15: Situation des Institutions de dépôts (en milliards de FCFA)

SMI	Sept 23 (1)	Juin 24 (2)	Sept 24 (3)	Variation absolue (3)/(2)	Variation absolue (3)/(1)
Masse monétaire (M2)	9354,5	9741,7	9584,5	-157,2	230,0
Circulation fiduciaire	2354,1	2585,9	2384,6	-201,4	30,5
Dépôts transférables	4642,7	4637,0	4657,5	20,5	14,8
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire	2357,8	2518,8	2542,4	23,7	184,6
Actifs extérieurs nets	2266,4	2117,5	1916,8	-200,8	-349,6
BCEAO	1160,2	1343,7	1005,9	-337,8	-154,3
Banques	1106,2	773,9	910,9	137,0	-195,3
Créances intérieures	9021,7	9942,5	9891,2	-51,3	869,5
Créances nettes sur l'Administration Centrale	2669,8	3317,8	3098,0	-219,8	428,2
Créances sur l'économie	6351,9	6624,7	6793,2	168,5	441,3
Passifs à caractère non monétaire (-)	1701,3	2193,5	2183,0	-10,5	481,7
Autres postes nets (-)	232,3	124,8	40,6	-84,3	-191,7

Source : BCEAO

II.7.2. Les titres publics

Au cours du troisième trimestre 2024, la BCEAO a organisé, pour le compte du Trésor public sénégalais, cinq émissions de bons et deux d'obligations du Trésor.

S'agissant des bons du Trésor, les adjudications du troisième trimestre 2024 ont révélé un montant global des soumissions retenues de 146,0 milliards de francs CFA, avec un taux moyen pondéré de 6,71% et un taux marginal de 6,55%. En cumul sur les neuf premiers mois de 2024, les montants retenus lors des émissions de bons du Trésor se sont élevés à 362,1 milliards de francs CFA, pour un taux moyen pondéré de 6,79% et un taux marginal de 6,50%.

Concernant les obligations du Trésor, les adjudications retenues au troisième trimestre 2024 sont ressorties à 53,6 milliards de francs CFA, pour un prix moyen de 9 599,7 francs. Sur les neuf premiers mois de 2024, les émissions d'obligations du Trésor se sont élevées à 181,0 milliards de francs CFA, en baisse de 686,5 milliards de francs par rapport à la même période de 2023.

Au total, sur les trois trimestres de 2024, le montant global des soumissions retenues lors des émissions de bons et d'obligations du Trésor s'est chiffré à 543,1 milliards de francs CFA.

Tableau 16 : Situation des titres publics émis par l'Etat du Sénégal

Titres publics	Date	Montants mis en adjudication	Montant global des soumissions	Montant retenu	maturité	Taux marginal ou prix marginal	Taux moyen ou prix moyen
Bons du trésor	11/01/2024	25000	4 702	0	6 mois	0,0000%	0,0000%
			30 216	25 000	1 an	6,9699%	6,7899%
	12/01/2024	15418	15 929	15 629	6 mois	6,7500%	6,7491%
	25/01/2024	80000	40 202	40 200	1 an	6,9400%	6,8026%
	23/02/2023	30000	20 083	20 083	6 mois	7,2500%	6,7639%
			6 524	5 374	1 an	7,0000%	6,7952%
	08/03/2024	40000	23 056	20 056	1 an	7,1550%	6,9145%
	03/05/2024	8283	8 283	8 283	1 an	6,9000%	6,9000%
		30000	29 255	15 515	1 an	7,0100%	6,9449%
	31/05/2024	70000	26 325	25 791	1 an	7,1000%	6,9837%
	28/06/2024	40000	12 001	7 000	3 mois	6,4999%	6,4999%
			42 220	33 139	6 mois	6,9599%	6,7625%
	29/07/2024	70000	9 000	3 000	3 mois	6,5500%	6,4817%
			68 268	63 268	3 mois	6,7400%	6,5977%
	13/09/2024	40000	64 412	44 000	6 mois	6,9500%	6,7414%
20/09/2024	40000	40 000	13 543	1 an	7,0000%	6,9104%	
27/09/2024	35000	31 263	22 217	1 an	6,9700%	6,8601%	
Obligations du trésor	25/01/2024	80000	43 752	43 752	3 ans	9610	9655,65
			2 320	2 318	5 ans	9425	9520,39
	23/02/2024	30000	5 342	4 860	3 ans	9589	9626,88
	08/03/2024	40000	8 060	8 060	3 ans	9591	9604,96
			13 719	12 719	5 ans	9455	9492,53
	03/05/2024	30000	13 015	12 965	3 ans	9605	9659,07
	31/05/2024	70000	45 677	32 178	3 ans	9525	9569,50
			10 910	10 541	5 ans	9455	9530,56
	20/09/2024	40000	38 764	37 282	3 ans	9587	9600,00
27/09/2024	35000	16 282	16 282	3 ans	9588	9599,02	
Soumissions totale retenue				543 055			

Source : BCEAO (*) Les montants sont en millions de FCFA

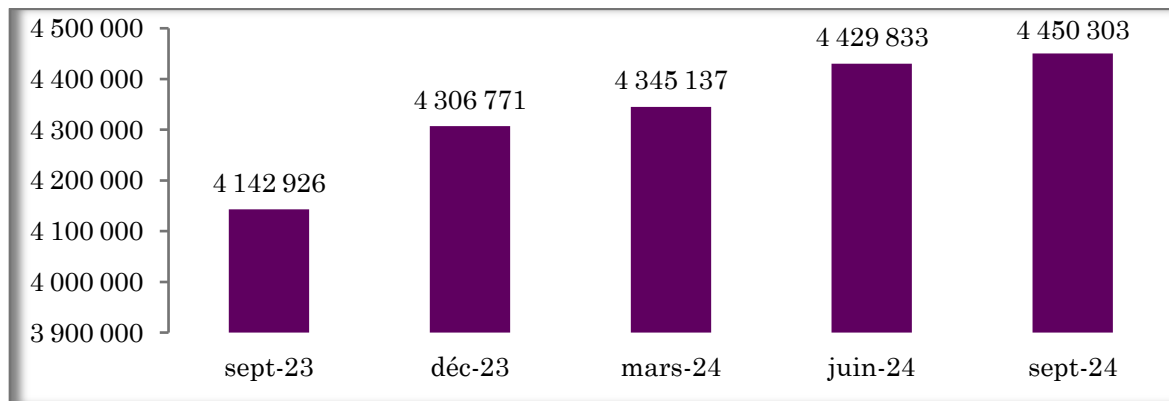
II.7.3. Les systèmes financiers décentralisés (SFD)

Au troisième trimestre 2024, la situation des systèmes financiers décentralisés (SFD), comparée à celle du trimestre précédent, s'est caractérisée par un abaissement des encours de crédits et une diminution des encours de dépôts. Par ailleurs, la qualité du portefeuille s'est détériorée au cours de la période considérée.

**Augmentation du
sociétariat
(membres/clients)**

Le sociétariat des systèmes financiers décentralisés s'est établi à 4 450 303 à fin septembre 2024, contre 4 429 833 un trimestre plus tôt, soit une hausse de 0,5%. Ainsi, indexé à la population, le taux de pénétration des SFD est ressorti à 24,6%, en progression de 1,6 point de pourcentage par rapport à fin septembre 2023.

Graphique 29: Sociétariat des SFD (Membres / Clients)



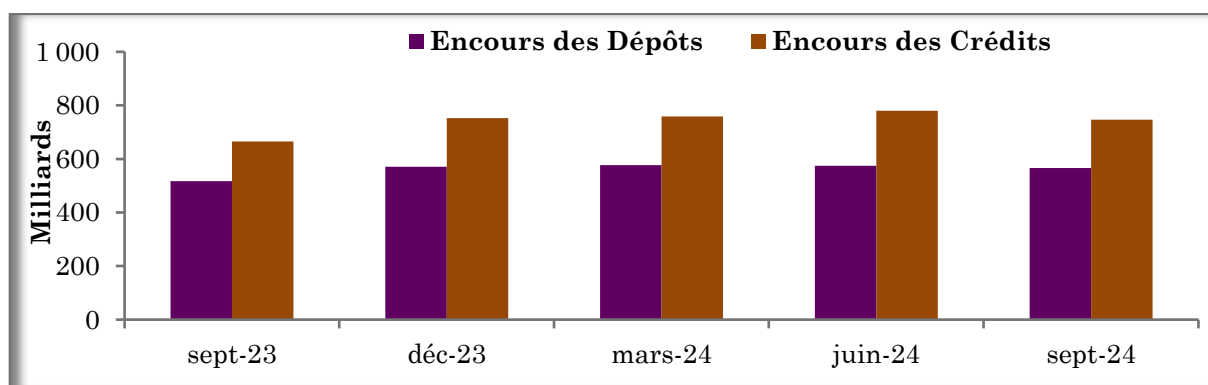
Source : DRS / SFD

**Dégonflement de
l'encours des crédits –
Contraction des dépôts**

L'encours des crédits accordés par les systèmes financiers décentralisés à la clientèle est estimé à 746,5 milliards de FCFA à fin septembre 2024, contre 779,6 milliards de FCFA à la fin du trimestre précédent, soit une baisse de 4,3%. Comparativement à fin septembre 2023, l'encours des crédits octroyés par les SFD a progressé de 81,2 milliards de FCFA ou 12,2%.

Concernant les dépôts effectués par la clientèle au niveau des SFD, ils ont diminué de 9,0 milliards de FCFA (-1,6%), passant de 574,6 milliards de FCFA à 565,6 milliards de FCFA entre fin juin et fin septembre 2024. Sur un an, ces dépôts se sont accrus de 48,0 milliards de FCFA, représentant une hausse de 9,3%.

Graphique 30 : Encours des crédits–encours des dépôts

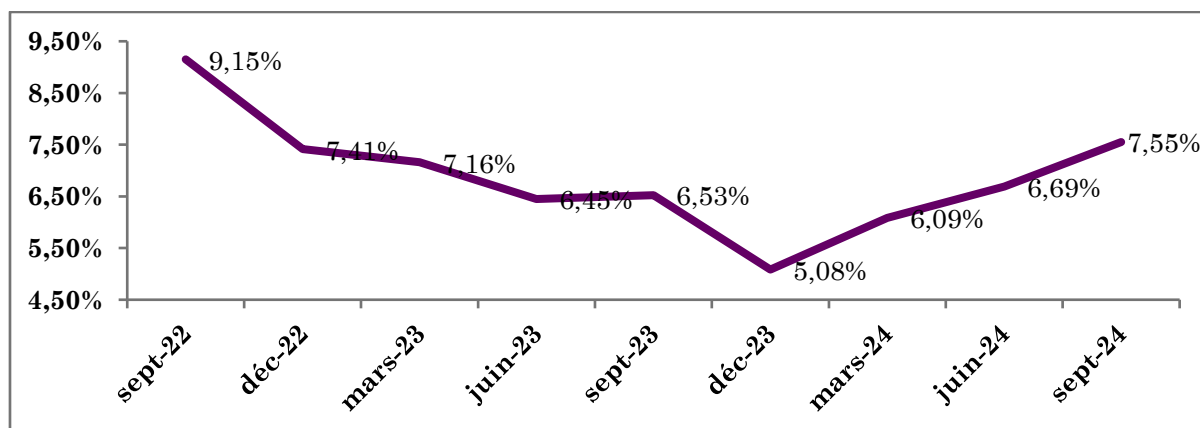


Source : DRS / SFD

Détérioration de la qualité du portefeuille des SFD, au troisième trimestre

Comparativement à fin juin 2024, la qualité du portefeuille des SFD s'est détériorée à fin septembre 2024. En effet, le taux de créances en souffrance a augmenté de 0,86 point de pourcentage sur la période sous revue, atteignant 7,55%. Ce taux demeure, toutefois, supérieur à la norme maximale de 3% (portefeuille à risque à 90 jours) fixée par le dispositif prudentiel. Sur un an, le taux de créances en souffrance a progressé de 1,02 point de pourcentage.

Graphique 31 : Evolution des créances en souffrance



Source : DRS/SFD

Tableau 17: Sociétariat, encours de crédits et de dépôts des Systèmes Financiers Décentralisés

	Sep-23	Dec-23	Mar-24	Jun-24	Sep-24
Sociétariat (en million membres/clients)	4,14	4,31	4,35	4,43	4,45
Encours des Dépôts (en milliard FCFA)	517,57	570,51	57,41	574,60	565,59
Encours des Crédits (en milliards FCFA)	665,23	752,64	758,53	779,62	746,51
Taux de Créances en Souffrances	6,53%	5,08%	6,09%	6,69%	7,55%

Source : DRS/ SFD

**DIRECTION GENERALE DE LA PLANIFICATION ET DES POLITIQUES
ECONOMIQUES**

Directeur Général : Souleymane Diallo

Coordonnateur : Djibril Dione

Directeur de la Prévision et des Etudes Economiques : Alassane Diallo

Chef de Division des Synthèses Conjoncturelles : Ndiamé Diène

Chef de Bureau de la Conjoncture Intérieure : Alioune Amadou Diop

Equipe de rédaction : Aby Fall, Ibrahima Diallo, Khadim Sène, Raqui Wane, Rokhaya Diagne, Hamat Sy, Awa Kane Konté, Idrissa Diagne, Mamadou Cissé, Ndickou Wade, Mamadou Thiam, Moussa Baldé, Abdoulaye Sow, Abdou Sène, Aya Gaye, Hamady Diallo, Mame Thierno Gueye.